

Mise à jour sur les accords officiels et plans de travail conjoints entre la Convention de Ramsar et ses partenaires

(y compris l'ajout, en octobre 2015, des projets d'accord figurant dans les annexes 4 à 6)

Actions requises :

Le Comité permanent est invité :

- à guider le Secrétariat dans le processus de signature, de renouvellement et de revitalisation de mémorandums d'accord, mémorandums de coopération et plans de travail conjoints;
- à examiner et approuver les projets d'accords figurant dans les annexes 4 à 6.

Introduction

1. Dans le but de renforcer sa mise en œuvre, la Convention de Ramsar noue des partenariats avec de nombreuses organisations. Le 4^e Plan stratégique de la Convention de Ramsar, couvrant la période 2016–2024, souligne l'importance du travail en partenariat, énonçant, au paragraphe 42 :

« L'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources permettra, à terme, de faire participer toute une gamme d'acteurs bien au-delà de ceux qui sont responsables de la gestion et du maintien des Sites Ramsar et autres zones humides. Cela vaut aux niveaux local, national, régional et mondial où les partenariats existants avec les initiatives régionales Ramsar, les OIP et les AME devraient être consolidés et de nouveaux partenariats forgés avec la société civile et le secteur privé pour renforcer l'application de la Convention et inverser les taux de perte et de dégradation des zones humides. »

2. La Convention, avec l'appui du Secrétariat, a soutenu de nombreuses collaborations par des accords écrits et signés qui prennent la forme d'échanges de lettres signées, de mémorandums d'accord ou de mémorandums de coopération officiels, ou encore d'un plan de travail conjoint. Le Secrétariat présente une liste de ces accords sur son site web à l'adresse : <http://www.ramsar.org/about/partnerships>.
3. La Résolution XI.6, *Partenariats et synergies avec les Accords multilatéraux sur l'environnement et autres institutions*, énumère, à l'annexe 1, les noms des organisations avec lesquelles la Convention de Ramsar avait déjà noué des liens de coopération, ou établi des synergies et des partenariats au moment de la COP11, en 2012.
4. Plusieurs Résolutions adoptées par la Conférence des Parties à la COP12 concernent les partenariats énumérés à l'annexe 1 du document et les efforts déployés par le Secrétariat pour élaborer des accords officiels avec ses partenaires :

- a. Dans la Résolution XII.2, *Le Plan stratégique Ramsar 2016-2024* : le But 4 porte sur l'amélioration de la mise en œuvre, notamment dans le cadre des :
 - i. Objectif 17 : « Des ressources financières et autres issues de toutes les sources sont mises à disposition en faveur d'une mise en œuvre effective du 4^e Plan stratégique Ramsar 2016-2024 »; et
 - ii. Objectif 18 : « La coopération internationale est renforcée à tous les niveaux ».
 - b. Dans la Résolution XII.9, *Le Programme de la Convention de Ramsar relatif à la communication, au renforcement des capacités, à l'éducation, à la sensibilisation et à la participation (CESP) 2016-2024* : au paragraphe 18, la Conférence des Parties « DEMANDE EN OUTRE au Secrétariat de chercher à améliorer la coopération entre les accords multilatéraux sur l'environnement, par l'intermédiaire du Groupe de liaison sur la biodiversité, à des fins de renforcement des capacités. »
 - c. Dans la Résolution XII.3, *Renforcer l'utilisation des langues, la visibilité et la stature de la Convention et améliorer les synergies avec d'autres accords multilatéraux sur l'environnement et autres institutions internationales*, la Conférence des Parties :
 - i. au paragraphe 42, « DONNE INSTRUCTION au Secrétariat de faire rapport chaque année au Comité permanent sur les progrès d'application de la Résolution XI.6, Partenariats et synergies avec les Accords multilatéraux sur l'environnement et autres institutions »; et
 - ii. au paragraphe 43, « DONNE EN OUTRE INSTRUCTION au Secrétariat de continuer de travailler de manière à renforcer la collaboration avec la Perspective pour le patrimoine mondial de l'UICN, le PNUE, le PNUE-GRID, le PNUD, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), les commissions économiques régionales des Nations Unies, la Banque mondiale, l'OMS, l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la FAO, le FEM, la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), entre autres, et de faire régulièrement rapport sur les progrès au Comité permanent et aux Parties contractantes ».
 - d. Dans la Résolution XII.7, *Cadre de la Convention de Ramsar pour la mobilisation de ressources et les partenariats*, au paragraphe 21, la Conférence des Parties « DEMANDE au Secrétariat de renforcer les partenariats avec d'autres accords multilatéraux sur l'environnement comme, par exemple, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD), la CDB et d'autres, afin de renforcer les synergies et le partage des ressources, d'éviter le dédoublement des efforts et d'améliorer la mise en œuvre, dans le respect du mandat de chaque Convention; et DEMANDE au Secrétariat de fournir, à la 51^e Réunion du Comité permanent, un plan sur la façon d'améliorer la coopération avec d'autres AME, et de rendre régulièrement compte de ses activités au Comité permanent ».
5. L'objet du présent document est de fournir au Comité permanent :
- a. un résumé des accords signés, actuellement en vigueur, avec leurs dates d'entrée en vigueur et d'expiration (annexe 1);

- b. un projet de révision et de mise à jour du Plan de travail conjoint entre la Convention de Ramsar et la Convention sur les espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) pour couvrir la période jusqu'à 2017 (annexe 2);
 - c. un projet de nouveau mémorandum d'accord entre le PNUÉ et la Convention de Ramsar (annexe 3);
 - d. un projet de mémorandum de coopération entre la Nagao Natural Environment Foundation et le Secrétariat de la Convention de Ramsar (annexe 4);
 - e. un projet de mémorandum d'accord sur l'établissement et le fonctionnement du Centre régional Ramsar– Asie de l'Est (annexe 5); et
 - f. un projet de cahier des charges pour la collaboration entre la Convention de Ramsar et Shell sur les zones humides pour la capture et le stockage du carbone (annexe 6).
6. Le projet de mémorandum d'accord entre le PNUÉ et Ramsar figurant en annexe 3 a été mis à jour suite à un nouvel examen et des modifications apportées par le PNUÉ en septembre 2015.
 7. La Nagao Natural Environment Foundation (NEF) est une ONG japonaise créée pour promouvoir la conservation de la nature, principalement dans la région Asie-Pacifique, dans le cadre d'un programme complet de recherche et d'activités de conservation, de subventions à la recherche et de bourses d'éducation. L'objet principal du mémorandum de coopération figurant dans l'annexe 4 est d'établir le « Fonds Nagao pour les zones humides (NWF)» qui financera trois à quatre projets par an pour aider les Autorités administratives Ramsar, les gouvernements locaux, les chercheurs, les ONG et les communautés des pays en développement de la région Asie-Pacifique à appliquer la Convention de Ramsar et, plus particulièrement, le Plan stratégique Ramsar pour 2016-2024. Au titre du mémorandum de coopération, la NEF versera 10 millions JPY (env. 80 000 USD) par an au Secrétariat Ramsar qui gèrera le Fonds et les projets financés.
 8. Le projet de mémorandum d'accord figurant dans l'annexe 5 entre le Secrétariat Ramsar, le Ministère de l'environnement de la République de Corée et le gouvernement municipal de la ville de Suncheon (République de Corée) concerne l'hébergement du Centre régional Ramsar-Asie de l'Est, une des initiatives régionales Ramsar, par la municipalité de Suncheon. Le mémorandum d'accord comprend, en annexe I, les détails de la contribution financière que verserait le pays hôte (c.-à-d. la République de Corée) et la ville d'accueil (c.-à-d. Suncheon) et l'annexe II contient le cahier des charges du RRC-EA.
 9. L'annexe 6 présente le projet de cahier des charges pour un partenariat entre Shell et la Convention de Ramsar, en vue d'explorer et élaborer l'argument économique, les coavantages et les possibilités d'utiliser les zones humides pour le piégeage et le stockage du carbone.
 10. Comme indiqué en caractères gras, dans le tableau de l'annexe 1, six accords actuellement en vigueur devraient prendre fin en 2015 ou au début de 2016 (CMS, Danone Evian, OEA, PROE, Stetson College et Banque mondiale). Le Secrétariat demande l'approbation du Comité permanent pour examiner et renouveler ces accords afin qu'ils soient alignés sur les priorités établies dans le 4^e Plan stratégique.
 11. En 2011, le Secrétariat a signé des mémorandums de coopération avec les cinq Organisations internationales partenaires de la Convention qui expireront en 2017. Il n'y a pas encore

d'accord de ce genre avec le Wildfowl & Wetlands Trust, auquel les Parties contractantes ont accordé, à la COP12, dans la Résolution XII.3, le statut de sixième OIP de la Convention.

12. Le Secrétariat demande des orientations du Comité permanent concernant la marche à suivre pour relancer les mémorandums de coopération qui ont expiré durant la période triennale, avec la Convention sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée (Convention de Barcelone); la Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes (Convention de Cartagena); la Commission Internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha (CICOS); l'Agence européenne pour l'environnement; Eurosite; Global Nature Fund; International Ocean Institute; le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature (WCMC) du PNUE; l'Organisation mondiale du tourisme (OMT); l'Organisation mondiale de la santé (OMS); et Wetland Link International (WLI). Toutes ces organisations sont également énumérées au tableau 2 de l'annexe 1.

Annexes

1	Accords en vigueur et ayant expiré	5
2	Mise à jour proposée du Plan de travail conjoint entre Ramsar et la CMS pour couvrir la période 2015-2017	8
3	Projet de mémorandum d'accord entre Ramsar et le PNUE (septembre 2015)	11
4	Mémorandum de coopération entre La Nagao Natural Environment Foundation et Le Secrétariat de la Convention de Ramsar	21
5	Mémorandum d'accord sur l'établissement et le fonctionnement du Centre régional Ramsar – Asie de l'Est entre la Convention de Ramsar relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau le Ministère de l'environnement de la République de Corée et (ville d'accueil)	25
6	Projet de cahier des charges pour la collaboration entre la Convention de Ramsar sur les zones humides et Shell	42

Annexe 1

Accords en vigueur et ayant expiré

Tableau 1. Accords signés, actuellement en vigueur, et leur validité

Nom de l'organisation	Date d'entrée en vigueur	Date d'expiration
Accords multilatéraux sur l'environnement (AME) mondiaux		
Convention sur la diversité biologique (CDB)	4 novembre 2011	2020
Groupe de liaison des conventions relatives à la biodiversité	4 septembre 2011	Pas de date d'expiration
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage – CMS	14 mai 2012	Mémorandum de coopération : pas de date d'expiration Plan de travail conjoint : mai 2015
Programme de l'UNESCO sur l'homme et la biosphère (MAB)	20 mars 2002	Pas de date d'expiration
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (CNULD)	5 décembre 1998	Pas de date d'expiration
UNESCO – Centre du patrimoine mondial	14 mai 1999	Pas de date d'expiration
Accords multilatéraux sur l'environnement régionaux		
Convention des Carpates	13 novembre 2006	Pas de date d'expiration
Convention interaméricaine pour la protection et la conservation des tortues marines	8 juillet 2012	Pas de date d'expiration
Programme régional océanique pour l'environnement (PROE)	Décembre 2012	31 décembre 2015
Processus et organisations intergouvernementaux mondiaux (OIG)		
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	1 ^{er} septembre 2002	Pas de date d'expiration
UNESCO – IHE	3 novembre 2013	3 novembre 2018
Banque mondiale	16 février 2010	30 juin 2015
Processus et organisations intergouvernementaux régionaux (OIG)		
Centre africain pour les affaires parlementaires (ACEPA)	28 juin 2013	28 juin 2018
Centre de l'ASEAN pour la biodiversité	17 novembre 2011	Pas de date d'expiration
Conservation de la flore et de la faune arctiques (CFFA) – Groupe de travail du Conseil de l'Arctique	12 juillet 2012	Pas de date d'expiration
Commission internationale pour la protection du Danube, avec statut d'observateur de la Convention de Ramsar à la Convention sur la protection du Danube	8 novembre 2000	Pas de date d'expiration
Commission du bassin du lac Tchad	23 novembre 2002	Pas de date d'expiration

Nom de l'organisation	Date d'entrée en vigueur	Date d'expiration
Autorité du bassin du Niger	23 novembre 2002	Pas de date d'expiration
Organisations internationales partenaires (OIP)		
Birdlife International	19 mai 2011	19 mai 2017
International Water Management Institute (IWMI)	19 mai 2011	19 mai 2017
UICN	19 mai 2011	19 mai 2017
Wetlands International	19 mai 2011	19 mai 2017
WWF	19 mai 2011	19 mai 2017
Autres ONG et organisations internationales		
Charles Sturt University	3 novembre 2013	3 novembre 2018
Conservation International	10 avril 2013	10 avril 2018
Canards illimités	2 février 2012	Pas de date d'expiration
ICLEI – Les gouvernements locaux pour le développement durable	12 mai 2015	30 juin 2021
Association internationale pour l'évaluation d'impacts (AIEI)	22 juin 2001	Pas de date d'expiration
JICA – Agence de coopération internationale du Japon	3 juin 2015	31 décembre 2020
Organisation des États américains (OEA)	17 février 2010	17 février 2016
Society for Ecological Restoration (SER)	31 janvier 2012	31 janvier 2018
Society of Wetland Scientists (SWS)	1 ^{er} juillet 2011	1 ^{er} juillet 2017
Stetson University College of Law	18 février 2010	18 février 2016
The Albertine Rift Conservation Society (ARCOS)	23 mai 2013	22 mai 2018
The Nature Conservancy (TNC)	7 juillet 2012	Pas de date d'expiration
Université Senghor	13 mai 2013	Pas de date d'expiration
Association mondiale des zoos et des aquariums (WAZA)	17 juin 2009	Pas de date d'expiration
Secteur privé		
Danone Evian	16 février 2012	31 décembre 2015
Star Alliance-UICN-Ramsar : Biosphere Connections	Septembre 2014	Renouvellement annuel automatique

Tableau 2. Accords signés ayant expiré et leur date de validité

Nom de l'organisation	Date d'entrée en vigueur	Date d'expiration
Center for International Earth Science Information Network, Columbia University (USA) et Wetlands International	Avril 2000	31 décembre 2002
Convention sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée (Convention de Barcelone)	7 février 2006	7 février 2012
Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes (Convention de Cartagena)	29 juin 2005	29 juin 2011
Commission Internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha (CICOS)	20 mars 2006	20 mars 2012
Agence européenne pour l'environnement	27 février 2006	27 février 2012
Eurosite	24 septembre 1999	24 septembre 2002
Global Nature Fund	29 septembre 2004	29 septembre 2010
Japanese Aerospace and Exploration Agency (JAXA)	12 octobre 2010	12 octobre 2012
International Ocean Institute	17 octobre 2006	17 octobre 2012
PNUE Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature (PNUE-WCMC)	4 juin 2010	31 décembre 2012
Organisation mondiale du tourisme (OMT)	2 février 2010	2 février 2013
Wetland Link International (WLI)	12 novembre 2005	12 novembre 2011
Organisation mondiale de la santé (OMS)	18 février 2011	18 février 2012

Annexe 2

Mise à jour proposée du Plan de travail conjoint entre Ramsar et la CMS pour couvrir la période 2015-2017

En 2012, un mémorandum de coopération a été signé entre le Secrétariat de la CMS et celui de Ramsar, puis un Plan de travail conjoint 2012-2014 a été préparé. En juillet 2015, les deux Secrétariats ont tenu des consultations et une nouvelle version du Plan de travail conjoint pour 2015-2017 a été préparée. Ce nouveau document ouvrira la voie à une coopération renouvelée et garantira que les travaux des deux Secrétariats soient alignés sur différentes questions clés telles que : les politiques nationales; les accords et initiatives régionaux; la gestion des populations d'espèces et des écosystèmes de zones humides; les sciences et les politiques au niveau mondial; et l'information et le renforcement des capacités.

Plan de travail conjoint proposé 2015-2017

Secrétariats de la Convention de Ramsar et de la Convention sur les espèces migratrices (CMS)

Ce plan identifie une liste d'activités non exclusive auxquelles les Secrétariats de la Convention de Ramsar et de la CMS ont décidé de coopérer dans le cadre de leur mémorandum de coopération.

1. Politiques nationales

Activités	Calendrier
1.1. Soutenir les initiatives de politique nationales pour la mise en œuvre coordonnée de la CMS et de la Convention de Ramsar, y compris les consultations entre correspondants nationaux pertinents, la représentation mutuelle auprès de comités et groupes de travail pertinents sur l'application au niveau national, la simplification et l'harmonisation des processus d'établissement des rapports et le reflet adéquat des intérêts de Ramsar et de la CMS dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité et dans les initiatives d'autres conventions relatives à la biodiversité.	2015-2017
1.2. Encourager une communication régulière entre les correspondants de la CMS et de Ramsar au niveau national.	2015-2017

2. Accords et initiatives régionaux

Activités	Calendrier
2.1 Saisir toutes les occasions de faciliter une participation mutuelle aux réunions pertinentes de chaque Convention, y compris à celles qui sont organisées au niveau régional dans le cadre de la Convention de Ramsar et de ses initiatives régionales, celles qui sont organisées sous les auspices de la CMS concernant différents accords, mémorandums d'accord et autres instruments et aux ateliers portant sur des thèmes techniques d'intérêt mutuel.	2015-2017

3. Gestion des populations d'espèces et des écosystèmes de zones humides

Activités	Calendrier
-----------	------------

Activités	Calendrier
3.1 Élaborer des approches en matière de politique et de gestion pour faire progresser la réflexion sur les connaissances scientifiques les plus récentes et les meilleures pratiques concernant les réseaux écologiques du point de vue des espèces migratrices et des zones humides.	2015-2017
3.2 Continuer d'élaborer des mécanismes conjoints de renseignements, recherches et réponses concernant les maladies animales.	2015-2017
3.3 Explorer les possibilités de synergie pour réagir à d'autres situations d'urgence (comme des mortalités de masse), en application de la Résolution IX.9 de Ramsar et de la Résolution 10.2 de la CMS.	2015-2017
3.4 Collaborer aux activités de recherche, gestion, information relatives aux sites qui sont inscrits par Ramsar et inclus simultanément dans le Réseau de sites importants pour les tortues marines de l'océan Indien du Sud-Est asiatique (IOSEA) du mémorandum d'accord sur les tortues marines.	2015-2017
3.5 Collaborer à l'application du projet du FEM sur les dugongs et les herbiers marins de l'océan Indien et du Pacifique occidental (sous réserve de ressources disponibles).	2015-2017
3.6 Collaborer à la mise en œuvre de la Stratégie Ramsar pour les zones humides des Hautes Andes et au mémorandum d'accord de la CMS sur les flamants des Hautes Andes.	2015-2017
3.7 Collaborer à l'application de différentes initiatives régionales Ramsar couvrant les mangroves et les écosystèmes de récifs coralliens et au mémorandum d'accord de la CMS sur les requins migrateurs, plus particulièrement en ce qui concerne la conservation des requins, poissons-scies et raies inscrits à la CMS.	2015-2017
3.8 Continuer de renforcer l'identification de chevauchements entre les intérêts des espèces migratrices et des zones humides d'importance internationale et chercher une cohérence appropriée entre l'attention accordée aux « sites d'importance critique » pour les voies de migration et les objectifs stratégiques pour les réseaux de zones humides protégées.	2015-2017
3.9 Entreprendre conjointement des missions consultatives spécifiques, lorsque les intérêts des deux Conventions peuvent être concernés (sous réserve de ressources disponibles).	selon les besoins

4. Suivi et évaluation

Activités	Calendrier
4.1 Définir et appliquer (surveiller, évaluer, faire rapport) les différents indicateurs de la biodiversité pour évaluer l'efficacité de l'application de la Convention et en tant que contribution aux efforts collectifs plus généraux concernant les évaluations des progrès vers les Objectifs d'Aichi, entre autres, dans le cadre de processus consultatifs d'experts établis sous l'égide de la Convention sur la diversité biologique et en coopération avec le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature du PNUE.	2015-2017

5. Science et politiques mondiales

Activités	Calendrier
5.1 Envisager la collaboration, sous réserve de ressources disponibles, à la production de documents de synthèse axés sur l'eau, les zones humides et les espèces migratrices dans le contexte de l'économie des écosystèmes et	2015-2017

Activités	Calendrier
de la biodiversité, y compris une collaboration aux nouveaux travaux du Groupe d'évaluation scientifique et technique Ramsar dans ce domaine, et au suivi des rapports de l'étude « TEEB ».	
5.2 Aligner et harmoniser, dans la mesure du possible, les propositions de résolutions aux deux COP, sur des sujets techniques d'intérêt mutuel (comme les changements climatiques, le secteur de l'énergie, les industries extractives et les évaluations d'impact).	2015-2017
5.3 Coordonner la participation et des déclarations conjointes lors de réunions de la Plateforme intergouvernementale, scientifique et politique, sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) dans le contexte du Groupe de liaison sur la biodiversité (GLB).	2015-2017
5.4 Publier conjointement des orientations techniques d'intérêt mutuel, le cas échéant (et sous réserve de ressources disponibles).	2015-2017

6. Information et renforcement des capacités

Activités	Calendrier
6.1 Organiser une distribution efficace, aux membres des deux Conventions, de matériel pour la promotion de la Journée mondiale des zones humides et la Journée mondiale des oiseaux migrateurs ainsi que pour les campagnes de sensibilisation aux espèces de la CMS si elles concernent Ramsar, et publier des informations se soutenant mutuellement sur chacune de ces journées et campagnes.	2015-2017
6.2 Collaborer à des activités de renforcement des capacités (sous réserve de ressources disponibles), y compris à la représentation mutuelle aux ateliers de renforcement des capacités et à des études sur les moyens de soutenir l'application du Flyway Training Kit dans le cadre du projet Wings Over Wetlands (WOW) du FEM.	2015-2017
6.3 Envisager des moyens créatifs de renforcer mutuellement la capacité des Secrétariats, par exemple, par placement de personnel, échange de stagiaires et délégation réciproque et temporaire de personnel pour des périodes d'intense activité telles que les COP.	2015-2017
6.4 Collaborer pour explorer le financement d'activités conjointes, p. ex., le projet sur le renforcement des technologies et des capacités d'information et de communication à la CITES, la CMS et Ramsar.	2015-2017

Annexe 3

Projet de mémorandum d'accord entre Ramsar et le PNUE (septembre 2015)

**MÉMORANDUM D'ACCORD
ENTRE
LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE)
ET
LA CONVENTION SUR LES ZONES HUMIDES D'IMPORTANCE INTERNATIONALE, PARTICULIÈREMENT
COMME HABITATS DES OISEAUX D'EAU**

ATTENDU que le Programme des Nations Unies pour l'environnement (ci-après dénommé « PNUE ») est l'organisation chef de file au sein du système des Nations Unies dans le domaine de l'environnement et qu'il a, comme domaines d'intérêt, dans son mandat mondial, la conservation, la protection, l'amélioration et le renforcement de la nature et des ressources naturelles, y compris de la diversité biologique dans le monde entier;

ATTENDU que le PNUE a pour mandat de catalyser l'utilisation, par les pays et régions, de l'approche par écosystème qui comprend la gestion des terres, de l'eau et des ressources vivantes en vue de conserver la diversité biologique et de soutenir les services écosystémiques pour le développement durable et un bien-être humain amélioré, en s'appuyant sur des approches participatives, notamment le recours au pouvoir rassembleur du PNUE pour travailler avec les gouvernements et les principales parties prenantes;

ATTENDU que la Convention sur les zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (ci-après dénommée « Convention de Ramsar »), est un traité international qui a la mission déclarée suivante : « La conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides par des actions locales et nationales et par la coopération internationale, en tant que contribution à la réalisation du développement durable dans le monde entier ».

ATTENDU que le PNUE et la Convention de Ramsar (ci-après dénommés collectivement les « parties ») partagent des objectifs communs en matière de conservation, protection, amélioration et renforcement de la nature et des ressources naturelles, y compris de la diversité biologique dans le monde entier, et souhaitent collaborer aux progrès de ces buts et objectifs communs dans le cadre de leurs mandats respectifs et des règles et règlements les régissant;

ATTENDU que le PNUE et la Convention de Ramsar souhaitent contribuer à la mise en œuvre de l'agenda 2030 pour le développement durable et aux Objectifs de développement durable associés, ainsi qu'à la Stratégie à moyen terme du PNUE 2014-2017 et au Plan stratégique Ramsar 2016-2024;

ATTENDU que les parties ont l'intention de conclure ce Mémorandum d'accord (ci-après dénommé « mémorandum d'accord ») dans le but de consolider, développer et préciser leur coopération et leur efficacité en vue d'atteindre les objectifs communs dans le domaine de l'environnement;

AINSI, LE PNUE ET LA CONVENTION DE RAMSAR SONT CONVENUS DE COOPÉRER DANS LE CADRE DU PRÉSENT MÉMORANDUM D'ACCORD, COMME SUIT :

Article premier

Interprétation

1. Il est entendu que les références au présent mémorandum d'accord comprennent toute annexe, complétée ou amendée conformément aux termes du présent mémorandum d'accord. Toute annexe est soumise aux dispositions du présent mémorandum d'accord et en cas d'incohérence entre une annexe et le présent mémorandum d'accord, ce dernier prévaut.
2. La mise en œuvre d'autres activités, projets et programmes subséquents, conformément au présent mémorandum d'accord, y compris ceux qui supposent un transfert de fonds entre les parties, nécessite l'exécution d'instruments juridiques appropriés entre les parties. Les termes de ces instruments juridiques sont soumis aux dispositions du présent mémorandum d'accord.
3. Le présent mémorandum d'accord représente l'accord complet entre les parties et complète tous les mémorandums d'accord, communications et représentations précédents, oraux ou écrits, portant sur le sujet de ce mémorandum d'accord.
4. Tout échec d'une partie à demander l'application d'une disposition de ce mémorandum d'accord ne constitue pas une renonciation à cette disposition ou à toute autre disposition du présent mémorandum d'accord.

Article 2

Durée

1. Le présent mémorandum d'accord prend effet à la dernière date de signature par les responsables chargés de l'approuver et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2017, à moins qu'il ne soit renouvelé par les parties ou résilié conformément à l'article 15 ci-dessous.

Article 3

Objet

1. L'objet du présent mémorandum d'accord est de servir de cadre à la coopération et à la compréhension, et de faciliter la collaboration entre les parties afin de faire avancer leurs buts et objectifs communs au regard des données, des ambitions partagées et de l'utilisation de la technologie pour promouvoir les avantages de tous les types de zones humides (cours d'eau, lacs, récifs coralliens, marais, estuaires et tourbières, entre autres) en matière de développement durable.
2. Les objectifs du présent mémorandum d'accord sont accomplis au moyen :
 - a. d'un dialogue régulier et de réunions entre le PNUE et la Convention de Ramsar;
 - b. de l'exécution d'instruments juridiques distincts entre les parties afin de définir et d'appliquer toutes les activités et tous les projets et programmes subséquents, conformément à l'article 1.2;
 - c. de la mise en œuvre d'un ensemble d'activités, énumérées à l'article 4, pouvant être revu, révisé et modifié par les parties.

Article 4

Domaines de coopération

1. Les domaines de coopération sont convenus d'un commun accord dans le cadre du mécanisme de coopération du mémorandum d'accord. Les politiques et priorités relevant du mémorandum d'accord peuvent également être conjointement revues chaque année par les parties, conformément à l'article 5, pour permettre aux parties de réagir à de nouvelles questions émergentes dans le domaine de l'environnement et du développement durable.

2. Les parties conviennent des thèmes généraux suivants pour le mémorandum d'accord, qui font partie du mandat et du programme de travail du PNUÉ et qui ont été approuvés par l'Organe directeur du PNUÉ. Les thèmes énumérés ci-après sont aussi des priorités ou des activités permanentes de la Convention de Ramsar conformément à son mandat. Tout cela pourrait être renforcé par la coopération entre les parties.

a. Améliorer l'accès à l'information utile sur l'état et les conditions des zones humides au plan mondial

- i. **Élaborer une plateforme en ligne pour partager des données et des informations clés et actualisées, relatives aux zones humides.** La Division de l'alerte rapide et de l'évaluation (DEWA) du PNUÉ, la Base de données sur les ressources mondiales GRID-Genève dans le cadre du groupe mondial de centres d'information du PNUÉ (en lien avec la plateforme de gestion des connaissances en ligne du PNUÉ) et la Convention de Ramsar collaborent à un système de collecte de l'information et de rapport sur l'information permettant de surveiller en continu la condition des zones humides. La Convention de Ramsar a fait appel aux compétences du PNUÉ et du GRID-Genève pour la préparation d'un système de rapport pour les 2100 Sites d'importance internationale de la Convention de Ramsar dans le monde entier. Au niveau supérieur de collaboration suivant, des données de l'observation de la Terre (y compris via les partenaires actuels de chaque organisation) et des données de terrain seront rassemblées pour élaborer une image plus précise et plus complète de la condition des zones humides du monde entier. Ce système peut permettre de mettre en valeur des « points chauds » (zones connaissant des changements rapides ou confrontées à des pressions importantes) et devenir un outil utile pour surveiller les changements dans l'étendue des zones humides conformément à l'Objectif 6.6 des Objectifs de développement durable (ODD) « D'ici à 2020, protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau, notamment les montagnes, les forêts, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs ».
- ii. **La base de données mondiale sur les aires protégées (WDPA).** Coopérer de façon à inclure dans la WDPA toutes les informations pertinentes sur les Sites Ramsar, grâce à l'élaboration et au maintien de liens appropriés entre la WDPA et le Service d'information sur les Sites Ramsar (SISR). Le PNUÉ et la Convention de Ramsar s'appuient sur cette coopération pour multiplier les possibilités d'évaluation des relations entre les Sites Ramsar et les aires protégées, notamment d'autres sites reconnus au plan mondial.
- iii. **Renforcer l'analyse économique.** Coopérer afin de multiplier les analyses économiques avisées relatives à la conservation et à l'utilisation rationnelle des zones humides, y compris via un appui au paiement pour les services écosystémiques, à l'élaboration de fonds pour l'eau et les habitats des zones humides et d'une réflexion

attentive, profonde et continue sur la valeur économique des zones humides dans les travaux en cours du PNUE, y compris le rapport sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB) et l'Évaluation et la comptabilité du capital naturel pour une économie verte (VANTAGE). Un accent particulier peut être mis sur la comptabilité des écosystèmes de zones humides, la valorisation des services de régulation et culturels des zones humides et l'application d'instruments du marché à la gestion des zones humides (p.ex. banque des zones humides). L'analyse économique des services écosystémiques des zones humides apporterait une justification solide des investissements dans les programmes de gestion des zones humides qui, à leur tour, ouvriraient la voie à l'intégration de ces écosystèmes vitaux dans la conception et la mise en œuvre des politiques de développement.

- iv. **Améliorer le suivi et les indicateurs de la biodiversité.** Le PNUE/DEWA et le PNUE-WCMC, le Secrétariat de la Convention de Ramsar et le Groupe d'évaluation scientifique et technique (GEST) de la Convention de Ramsar continuent de collaborer pour développer des indicateurs, y compris via le Partenariat relatif aux indicateurs de la biodiversité, et d'autres produits soutenant une évaluation et une description plus approfondies de l'« État des zones humides du monde ». Les travaux pourraient mettre en valeur le soutien aux services de régulation des zones humides. En outre, dans le cadre des travaux de promotion et renforcement des capacités pour la mobilisation des données, des indicateurs et des évaluations, le PNUE collabore avec les Correspondants nationaux Ramsar.

b. **Améliorer les synergies et le rôle catalytique de chaque partie**

- i. **Afin d'obtenir une plus vaste gamme d'avantages fournis par les zones humides au développement durable,** le PNUE soutient les Parties contractantes à la Convention de Ramsar pour qu'elles remplissent leurs engagements envers la Convention de Ramsar, en particulier lorsqu'il y a des avantages communs pour différents accords multilatéraux sur l'environnement (AME). Les Conseillers régionaux principaux de la Convention de Ramsar collaborent directement avec le personnel régional dédié du PNUE, y compris le personnel des plans d'action et conventions pour les mers régionales, pour garantir une approche coordonnée.
- ii. **Du point de vue de la protection de la biodiversité,** le PNUE soutient les Parties contractantes à la Convention de Ramsar pour qu'elles remplissent leurs engagements envers la Convention de Ramsar, conformément à l'élaboration de Stratégies et Plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB). Plus particulièrement, le personnel dédié du PNUE aide à réunir l'information sur l'état de la biodiversité dans des « Sites Ramsar » désignés et les pressions qui s'exercent sur elle, et améliorent la connaissance des concepts d'utilisation rationnelle définis par la Convention. Les Conseillers régionaux principaux de la Convention de Ramsar collaborent directement avec le personnel dédié du PNUE pour garantir une approche coordonnée.
- iii. **Concernant les approvisionnements en eau douce propre,** un expert choisi par la Convention de Ramsar participe à l'Initiative sur les eaux usées du Comité directeur du PNUE/DEPI. D'autres possibilités concernant les eaux douces seront explorées et élaborées, notamment lorsqu'une meilleure gestion des écosystèmes de zones humides peut contribuer à améliorer les résultats pour l'eau douce.

- iv. **Concernant l'appui aux efforts d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de ces changements, ainsi que de prévention des risques de catastrophe**, les écosystèmes d'eau douce font face à de graves effets des changements climatiques et des catastrophes mais fournissent aussi des services écosystémiques cruciaux atténuant les changements climatiques et les impacts des catastrophes et contribuant à la résilience aux niveaux local et national. Tenant compte de la Résolution X.24 de la Convention de Ramsar, *Les changements climatiques et les zones humides* et de la Résolution XI.13, *Les zones humides et la prévention des risques de catastrophe*, récemment adoptée, les parties collaborent pour aider les pays à inscrire la prévention des risques de catastrophe et les approches d'adaptation fondées sur les écosystèmes dans les plans nationaux de gestion des zones humides et leur mise en œuvre, par exemple en réalisant des évaluations du climat et des risques de catastrophe, en examinant et actualisant les orientations existantes sur les zones humides, le renforcement des capacités et l'assistance technique. Les parties coopèrent également afin de garantir l'intégration des plans de gestion des zones humides et autres plans de gestion de l'eau et des bassins versants dans les plans stratégiques nationaux, notamment les stratégies nationales de prévention des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques. Les écosystèmes des zones humides (en particulier les tourbières et les mangroves) peuvent aussi fournir des services d'atténuation très importants. Les parties soutiennent en conséquence les pays et les acteurs en matière d'atténuation des changements climatiques, en particulier dans le cadre d'activités de Réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD+), d'actions sur les efforts de préparation, de planification, financement et exécution de mesures axées sur les résultats et de réception de paiements basés sur les résultats et autres paiements pour les services écosystémiques.
- v. **Concernant l'appui à l'application des accords multilatéraux sur l'environnement** : Dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre d'activités soutenant l'application des accords multilatéraux sur l'environnement au niveau national, le PNUE collabore avec les Correspondants nationaux de la Convention de Ramsar pour veiller à l'application cohérente des accords multilatéraux sur l'environnement et à l'intégration réelle des accords multilatéraux sur l'environnement dans les politiques et pratiques nationales.
- vi. **Concernant les zones humides dégradées**, par suite d'une mauvaise gestion, de changements climatiques ou de catastrophes, les parties soutiennent les pays et parties prenantes dans leurs efforts de restauration des écosystèmes et d'adaptation aux changements climatiques.
- vii. **Concernant la gestion intégrée des bassins hydrographiques et autres groupes de spécialistes**, les parties collaborent pour renforcer le rôle des organisations de gestion des bassins en matière de gestion intégrée des bassins hydrographiques et avec d'autres groupes de spécialistes des cours d'eau, lacs, mangroves, récifs coralliens et tourbières.
- viii. **Concernant les pays touchés par des conflits**, où la concurrence pour les ressources des zones humides peut être une des sources de conflit, les parties collaborent de manière à sensibiliser et conseiller les décideurs sur les mesures à prendre pour réduire les risques pour les zones humides. Cela peut comprendre une collaboration pour mener des missions consultatives conjointes, aider les pays touchés par des conflits à dresser des inventaires des zones humides et appliquer des plans de gestion,

élaborer des politiques et réglementations pertinentes et soutenir la mise en œuvre de projets communautaires de gestion des zones humides et des bassins versants. Les experts de la Convention de Ramsar apportent un appui technique, notamment sur les meilleures pratiques et, dans les pays touchés par des conflits où le PNUE a une présence active, celui-ci apporte un appui politique, technique et logistique.

- ix. **Concernant l'expertise du PNUE pour la Journée mondiale des zones humides et la Conférence des Parties contractantes à la Convention de Ramsar (COP)**, le PNUE fournit son expertise, y compris des personnes-ressources aux frais du PNUE, pour des événements relatifs à la Convention de Ramsar qui ont lieu dans le monde entier, notamment la Journée mondiale des zones humides et la COP.
- x. **Concernant l'expertise de la Convention de Ramsar**, la Convention de Ramsar fournit son expertise, y compris des personnes-ressources aux frais de la Convention de Ramsar, pour les événements relatifs au PNUE qui ont lieu dans le monde entier, notamment la Journée mondiale de l'environnement et les sessions de l'Assemblée générale de l'environnement du PNUE.

c. **Échange efficace d'informations et d'avis**

- i. Le PNUE soutient la réalisation du Plan stratégique de la Convention de Ramsar pour 2016–2024, y compris l'élaboration d'indicateurs et, si possible, participe aux réunions.
- ii. La Convention de Ramsar continue de participer à l'Initiative de gestion de l'information et des connaissances pour les AME (InforMEA) du PNUE/Division du droit de l'environnement et des conventions (DELIC).
- iii. La Convention de Ramsar continue de participer au Groupe de liaison sur la biodiversité.
- iv. La Convention de Ramsar fournit une contribution au projet PNUE/DELIC sur la définition des lacunes et des possibilités entre les AME, en mettant l'accent sur les synergies et la cohérence.
- v. Le PNUE et le PNUE-WCMC continuent de participer au Groupe d'évaluation scientifique et technique de la Convention de Ramsar (GEST) en tant qu'observateurs.

d. **Augmenter le financement pour les zones humides**

- i. Le personnel des deux organisations collabore afin de maximiser les possibilités de financement pour les zones humides, en travaillant avec les fonds du FEM lorsque le PNUE est déjà une agence d'exécution du FEM, pour diriger les fonds vers l'utilisation rationnelle des zones humides, dans tous les domaines intéressant le FEM, et pour trouver conjointement d'autres sources de financement des projets, dans toute la mesure du possible.

3. La liste ci-dessus n'est pas exhaustive et ne doit pas être considérée comme excluant ou remplaçant d'autres formes de coopération entre les parties pour d'autres questions d'intérêt commun.

Article 5

Organisation de la coopération

1. Les parties tiennent des réunions annuelles sur des questions d'intérêt commun, conformément à un ordre du jour convenu d'avance par les parties, pour discuter de questions techniques et opérationnelles relatives à la réalisation des objectifs du présent mémorandum d'accord.
2. Dans le contexte défini ci-dessus, d'autres réunions bilatérales, techniques et opérationnelles, pourraient être organisées selon les besoins, y compris des réunions spéciales si jugé nécessaire par les divisions pertinentes du PNUE et par la Convention de Ramsar pour traiter de questions d'intérêt commun pour la mise en œuvre d'activités dans des domaines, pays et régions spécifiques.
3. Chaque partie convient d'échanger des connaissances et des informations dans son domaine d'action et d'expertise relevant du mémorandum d'accord avec l'autre partie.

Article 6

Statut des parties et de leur personnel

1. Les parties reconnaissent et conviennent que la Convention de Ramsar est une entité séparée et distincte des Nations Unies, y compris du PNUE. Les employés, le personnel, les représentants, les agents, les contractants ou les affiliés de la Convention de Ramsar, y compris le personnel engagé par la Convention de Ramsar pour mener à bien toute activité de projet relevant du présent mémorandum d'accord, ne sont considérés en aucun cas ou pour aucune raison comme des employés, du personnel, des représentants, des agents, des contractants ou des affiliés des Nations Unies, y compris du PNUE, et aucun employé, personnel, représentant, agent, contractant ou affilié du PNUE n'est considéré en aucun cas et pour aucune raison comme employé, personnel, représentant, agent, contractant ou affilié de la Convention de Ramsar.
2. Aucune des deux parties n'est autorisée à agir ou à faire des déclarations juridiquement contraignantes au nom de l'autre partie. Rien dans le présent mémorandum d'accord ne peut être considéré comme constituant une entreprise conjointe, une agence, un groupement d'intérêt ou autre sorte d'entité ou de groupement d'affaires officiel entre les parties.

Article 7

Appels de fonds

1. Dans toute la mesure autorisée par les règlements, règles et politiques respectifs des parties, et sous réserve de l'alinéa 2, les parties peuvent participer à des appels de fonds auprès des secteurs publics et privés pour soutenir les activités, projets et programmes à élaborer ou réaliser conformément au présent mémorandum d'accord. Les parties se tiennent informées mutuellement sur les efforts d'appels de fonds en cours relatifs à ce mémorandum d'accord, s'il y a lieu.
2. Aucune partie ne s'engage dans des efforts d'appels de fonds avec un tiers, au nom de l'autre partie, sans le consentement exprès, préalable écrit de l'autre partie.

Article 8

Droits de propriété intellectuelle

1. Rien dans le présent mémorandum d'accord ne doit être considéré comme accordant ou impliquant des droits ou des intérêts en matière de propriété intellectuelle des parties, sauf autrement prévu par l'article 8.2.
2. Au cas où les parties prévoient que des droits de propriété intellectuelle pouvant être protégés seront créés dans le cadre d'une activité, d'un programme ou d'un projet particulier à réaliser sous l'égide du présent mémorandum d'accord, les parties négocient et conviennent des termes de propriété et d'utilisation dans l'instrument juridique pertinent, conclu conformément à l'article 1.2.

Article 9 **Utilisation du nom, de l'emblème et du logo**

1. Aucune des parties n'utilise le nom, l'emblème, le logo ou les marques de commerce de l'autre partie, de ses organes subsidiaires et/ou affiliés, ni aucune abréviation, liés à ses affaires ou pour diffusion publique sans le consentement exprès, préalable et écrit de l'autre partie. En aucun cas, l'utilisation du nom ou de l'emblème de l'ONU ou du PNUE n'est autorisée à des fins commerciales.
2. La Convention de Ramsar reconnaît qu'elle a connaissance du statut indépendant, international et impartial de l'ONU et du PNUE, et reconnaît que leurs noms et emblèmes ne peuvent être associés à aucune cause politique ou sectaire ou utilisés d'une manière non conforme au statut de l'ONU et du PNUE.
3. Les parties conviennent de reconnaître ce partenariat, s'il y a lieu. Dans ce but, les parties se consultent concernant la manière et la forme de cette reconnaissance.

Article 10 **Privilèges et immunités des Nations Unies**

1. Rien dans ce mémorandum d'accord ou en rapport avec ce mémorandum d'accord ne doit être considéré comme une renonciation, expresse ou impliquée, de privilèges et immunités des Nations Unies, y compris de ses organes subsidiaires.

Article 11 **Confidentialité**

1. Le traitement de l'information est soumis aux politiques de confidentialité de chaque partie.
2. Avant de diffuser des documents internes ou des documents de l'autre partie ou de tiers qui, de par leur contenu ou les circonstances de leur création ou communication, doivent être considérés comme confidentiels, chaque partie obtient le consentement exprès et écrit de l'autre partie. Toutefois, la diffusion par une partie de documents internes et/ou confidentiels de l'autre partie à une entité contrôlée par la partie qui diffuse l'information ou avec laquelle elle est placée sous contrôle commun ou à une entité avec laquelle elle a un accord de confidentialité, n'est pas considérée comme diffusion à un tiers et ne nécessite pas d'autorisation préalable.
3. Pour le PNUE, un organe principal ou subsidiaire des Nations Unies établi conformément à la Charte des Nations Unies est considéré comme entité légale sous contrôle commun.

Article 12
Responsabilité

1. Chaque partie est responsable des réclamations ou plaintes émanant de ses propres actions ou omissions et de celles de son personnel, dans le contexte du présent mémorandum d'accord.
2. La Convention de Ramsar indemnise, protège et défend à ses propres frais, les Nations Unies et le PNUE, leurs cadres, personnel et représentants contre tous procès, réclamations, plaintes et responsabilités de toute nature qui pourraient émaner, dans le contexte du présent mémorandum d'accord, d'actions ou d'omissions imputables à la Convention de Ramsar.

Article 13
Règlement des différends

1. Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend, litige ou réclamation découlant du présent mémorandum d'accord. Lorsque les parties cherchent à obtenir un règlement à l'amiable par la conciliation, celle-ci a lieu conformément aux règlements de conciliation de la CNUDCI qui prévalent ou selon toute autre procédure convenue entre les parties.
2. Tout différend, litige ou réclamation entre les parties, émanant du présent mémorandum d'accord, qui n'est pas réglé à l'amiable conformément au paragraphe qui précède, peut être renvoyé par l'une ou l'autre partie pour arbitrage au règlement d'arbitrage en vigueur de la CNUDCI. Le tribunal arbitral n'a pas autorité pour accorder des dommages punitifs. Les parties sont liées par tout jugement rendu suite à cet arbitrage comme étant le jugement définitif du litige, de la réclamation ou du différend.

Article 14
Notification et amendements

1. Chaque partie notifie rapidement l'autre par écrit de tout changement matériel prévu ou réel affectant l'exécution du présent mémorandum d'accord.
2. Les parties peuvent amender le présent mémorandum d'accord, par accord mutuel écrit qui est annexé au présent mémorandum d'accord pour en devenir partie intégrante.

Article 15
Résiliation

1. Chaque partie peut résilier le présent mémorandum d'accord avec un préavis de trois mois à l'autre partie.
2. Au moment de la résiliation du présent mémorandum d'accord, les droits et les obligations des parties définis par tout autre accord juridique exécuté dans le cadre du présent mémorandum d'accord cessent d'être effectifs, sauf s'il en est prévu autrement par le présent mémorandum d'accord.
3. Toute résiliation du présent mémorandum d'accord se fait sans préjudice a) de la réalisation de toute activité en cours en collaboration et b) de tout autre droit et obligation des parties obtenu

avant la date de résiliation dans le cadre du présent mémorandum d'accord ou d'un instrument juridique exécuté conformément au présent mémorandum d'accord.

4. Les obligations, au titre des articles 8 à 13, ne s'éteignent pas avec l'expiration, la résiliation ou le retrait du présent mémorandum d'accord.

EN FOI DE QUOI, les représentants dûment autorisés des parties apposent leurs signatures ci-dessous.

**Pour le Programme des Nations Unies
pour l'environnement**

Pour la Convention de Ramsar

.....
Nom : M. Achim Steiner
Directeur exécutif du PNUE

.....
Nom : M. Christopher Briggs
Secrétaire général de la
Convention de Ramsar

Date :

Date :

Annexe 4

Mémorandum de coopération entre La Nagao Natural Environment Foundation Et Le Secrétariat de la Convention de Ramsar

Préambule

Reconnaissant que depuis sa signature en 1971, la Convention de Ramsar relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (ci-après dénommée « Convention de Ramsar ») constitue le cadre international fondamental pour une action nationale et la coopération internationale en faveur de la conservation et de l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources, et notant que les Parties contractantes à la Convention se sont engagées à œuvrer pour l'utilisation rationnelle de toutes leurs zones humides, à inscrire des zones humides d'importance internationale appropriées et à garantir leur conservation et à coopérer concernant les systèmes de zones humides partagés;

Notant que depuis 1989, la Nagao Natural Environment Foundation (ci-après dénommée « NEF ») est une organisation non gouvernementale (ONG) créée pour promouvoir la conservation de la nature dans les pays en développement, principalement dans la région Asie-Pacifique et que la mission de la NEF se réalise dans le cadre d'un programme complet de recherche et d'activités de conservation, de subventions à la recherche et de bourses d'éducation;

Reconnaissant que le 4^e Plan stratégique (2016-2024) de la Convention de Ramsar appelle à l'action pour lutter contre les moteurs de la perte et de la dégradation des zones humides, garantir la conservation et la gestion efficaces du réseau de Sites Ramsar et l'utilisation rationnelle de toutes les zones humides;

Déclarant que, dans le cadre de ce mémorandum de coopération et à la lumière de l'appui de la NEF au mandat du Fonds Nagao pour les zones humides (Nagao Wetland Fund ci-après dénommé « NWF »), l'intention solennelle des signataires est d'encourager les efforts cruciaux et importants déployés par les Autorités administratives Ramsar, les gouvernements locaux, des chercheurs, des ONG et des communautés des pays en développement de la région Asie-Océanie, en vue d'appliquer la Convention de Ramsar et, en particulier, le Plan stratégique Ramsar 2016-2024;

Il est ainsi décidé :

Article premier **Nom du Fonds**

1.1 Le nom du Fonds est le Fonds Nagao pour les zones humides (Nagao Wetland Fund ci-après dénommé « NWF »).

Article 2 **But du NWF**

2.1. Le but du NWF est d'encourager et de soutenir les travaux des Autorités administratives Ramsar, des gouvernements locaux, des chercheurs, des ONG et des communautés des pays en développement de la région Asie-Océanie en vue d'appliquer la Convention de Ramsar et, en particulier, le Plan stratégique Ramsar 2016-2024.

2.2 Ce but sera atteint par la fourniture d'un appui financier à des projets relatifs à la conservation, la restauration et l'utilisation rationnelle des zones humides, y compris la communication, l'éducation et la sensibilisation ainsi que la formation des gardiens de parc ou du personnel des centres d'éducation.

Article 3

Administration du NWF

3.1 À partir de [mois] 2016, la NEF verse au Secrétariat de la Convention de Ramsar 10 millions de yen (environ 80 000 USD) par an, pendant toute la durée du présent mémorandum de coopération, pour administrer le NWF.

3.2 Chaque année, les fonds apportés financent environ trois à quatre projets (maximum 20 000 USD par projet). Il serait bon que chaque projet ait une durée d'une année mais d'un maximum de deux ans.

3.3 Le Secrétariat Ramsar utilise également 10% pour les frais d'administration.

3.4 Un comité de sélection est établi pour sélectionner les demandes de financement, conformément à des critères clairs et reconnus et en suivant un processus transparent, indépendant et responsable. Le comité comprend un représentant de la NEF, du Secrétariat Ramsar et du GEST ainsi que les représentants de l'Asie-Océanie au Comité permanent.

Article 4

Candidature à soumettre au NWF

4.1 Les critères de candidature clairs et reconnus privilégient la capacité des candidats à atteindre les objectifs du Plan stratégique Ramsar.

4.2 Le formulaire de candidature pour le NWF s'appuie sur celui du Fonds Ramsar de petites subventions.

4.3 Le NWF accepte les propositions prévoyant des achats d'équipement minimum, des frais salariaux limités (<20%), l'organisation d'ateliers et des conditions d'accueil raisonnables pour les participants.

Article 5

Entrée en vigueur et durée du mémorandum de coopération

5.1 Le présent mémorandum de coopération entre en vigueur le [jour, mois] 2016 et prend fin le [jour, mois] 2020.

5.2 Par la suite, le mémorandum de coopération est automatiquement reconduit et reste en vigueur pour une autre période de cinq (5) années sauf si l'une ou l'autre des parties dénonce l'accord par écrit à n'importe quel moment mais au moins soixante (60) jours avant l'expiration de la période initiale ou de la période étendue.

Article 6

Limite de responsabilités

6.1 Le Secrétariat de la Convention de Ramsar n'accepte aucune responsabilité en cas de demande d'indemnisation pour un accident, une maladie, une blessure faite à une personne ou des dommages à une propriété, découlant ou relatives à l'exécution du présent mémorandum de coopération, sauf lorsque ces dommages sont le résultat d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle du Secrétariat de la Convention de Ramsar et/ou de son personnel.

6.2 Le NWF est exclusivement et indéfiniment responsable de toutes les réclamations ou tous les dommages résultant de l'exercice du présent mémorandum de coopération, émis contre le Secrétariat Ramsar par toute partie dans toute juridiction. Le NWF accepte de renoncer à toute réclamation contre le Secrétariat de la Convention de Ramsar en vue de recouvrer des dommages dûment appliqués par un tribunal de la juridiction appropriée à l'organisation ou à l'un de ses partenaires, agents ou employés, sauf dans le cas de négligence grave ou de faute intentionnelle du Secrétariat de la Convention de Ramsar et/ou de son personnel.

Article 7

Propriété intellectuelle

7.1 Le NWF et le Secrétariat de la Convention de Ramsar comprennent et reconnaissent que la propriété intellectuelle, les droits de propriété, les droits d'auteur et tous les autres droits en nature pour tout matériel produit dans le cadre des dispositions du présent mémorandum de coopération ou ayant une relation directe au présent mémorandum de coopération ne peuvent être utilisés après séparation ou résiliation du présent mémorandum de coopération sans l'autorisation écrite du Secrétariat Ramsar. Cette disposition s'applique pour la durée de la protection conférée par les lois de propriété intellectuelle applicables.

7.2 Tous les produits du présent mémorandum de coopération font explicitement référence à la Convention de Ramsar et, le cas échéant, au NWF. Le consentement écrit préalable est sollicité et accordé avant que les logos puissent être utilisés.

Article 8

Juridiction et résolution des différends

8.1 Le présent mémorandum de coopération est gouverné et interprété, compris et appliqué conformément aux lois de la Confédération helvétique.

8.2 Toute controverse ou réclamation issue ou relative au présent mémorandum de coopération ou toute violation de ce mémorandum est, en première instance, réglée par des négociations directes et en bonne foi entre le Secrétariat de la Convention de Ramsar et le NWF. Faute de règlement de ce genre, tout différend ou réclamation est soumis à la juridiction exclusive des tribunaux de Genève sans préjudice du droit d'appel de chaque partie auprès du tribunal fédéral suisse.

Christopher Briggs
Secrétaire général
Secrétariat de la Convention
sur les zones humides

Makoto Komoda
Directeur exécutif
Nagao Natural Environment Foundation

Date

Date

Annexe 5

Mémoire d'accord sur l'établissement et le fonctionnement du Centre régional Ramsar – Asie de l'Est entre la Convention de Ramsar relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau le Ministère de l'environnement de la République de Corée et (ville d'accueil)

La Convention de Ramsar relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitat des oiseaux d'eau (ci-après dénommée Convention de Ramsar), par l'intermédiaire de son Secrétariat (ci-après dénommé Secrétariat Ramsar), le Ministère de l'environnement de la République de Corée et (la ville d'accueil),

Très satisfaits des contributions du Centre régional Ramsar – Asie de l'Est (ci-après dénommé RRC-EA) à la mise en œuvre de la Convention de Ramsar, y compris à la conservation et à l'utilisation rationnelle des zones humides, principalement en Asie de l'Est mais aussi en Asie du Sud-Est,

Rappelant le paragraphe 28 des Directives opérationnelles 2013-2015 pour les initiatives régionales dans le cadre de la Convention de Ramsar sur les zones humides (approuvées dans la Décision SC46-28, à la 46^e Réunion du Comité permanent en avril 2013) qui demande un accord de siège accordant une indépendance suffisante à l'initiative régionale, du point de vue de l'engagement du personnel, de la comptabilité et des appels de fonds,

Et dans le but d'améliorer et de faciliter le fonctionnement du RRC-EA pour qu'il puisse satisfaire aux raisons de son établissement, en éclaircissant les responsabilités et les obligations de chaque Partie, Sont parvenus à l'accord qui suit :

Paragraphe 1. Définitions

Aux fins du présent mémoire d'accord :

- A. On entend par « RRC-EA », le Centre régional Ramsar – Asie de l'Est établi avec l'approbation de la Convention de Ramsar.
- B. On entend par « Secrétariat Ramsar », le Secrétariat de la Convention de Ramsar.
- C. On entend par « pays hôte du RRC-EA », la République de Corée, représentée par le Ministère de l'environnement.
- D. On entend par « ville d'accueil du RRC-EA », ()
- E. On entend par « comité directeur », le comité directeur du RRC-EA établi conformément au cahier des charges du comité directeur du RRC-EA.
- F. On entend par « président », le président du comité directeur du RRC-EA nommé conformément au cahier des charges du président du comité directeur.
- G. On entend par « directeur exécutif », le directeur exécutif du RRC-EA nommé par le comité directeur du RRC-EA conformément au cahier des charges du comité directeur du RRC-EA.
- H. On entend par « membre du personnel », le directeur exécutif et toutes les personnes nommées pour soutenir les travaux du RRC-EA.

- I. On entend par « bureaux du RRC-EA », les locaux du RRC-EA, y compris les bâtiments ou parties de bâtiments, quel qu'en soit le propriétaire, occupés par le RRC-EA pour exécuter ses activités officielles.
- J. On entend par « secrétariat du RRC-EA », le personnel employé pour réaliser les travaux du RRC-EA.

Paragraphe 2. Les objectifs et les fonctions du RRC-EA

- A. L'objectif du RRC-EA est de renforcer la mise en œuvre de la Convention de Ramsar, principalement en Asie de l'Est mais aussi en Asie du Sud-Est en fournissant, entre autres, un enseignement, un appui financier, des réseaux et des projets de sensibilisation.
- B. Le RRC-EA soutient la mise en œuvre du Plan stratégique Ramsar principalement en Asie de l'Est mais aussi en Asie du Sud-Est par les actions suivantes :
 - a) soutenir l'élaboration de politiques pour la conservation des zones humides et de moyens d'utiliser les zones humides de façon rationnelle, principalement en Asie de l'Est mais aussi en Asie du Sud-Est en menant les activités pertinentes;
 - b) établir et utiliser une base de données avec l'information et les connaissances pertinentes sur les zones humides, principalement en Asie de l'Est mais aussi en Asie du Sud-Est;
 - c) renforcer les capacités et fournir, sur demande, des services de consultation destinés aux cadres pertinents travaillant à la conservation des zones humides, principalement en Asie de l'Est mais aussi en Asie du Sud-Est;
 - d) développer des réseaux de coopération avec les gouvernements, les organisations internationales, les ONG, les universités, les instituts de recherche et les centres d'accueil des visiteurs dans les zones humides pour créer des effets synergiques en matière de mise en œuvre de la Convention de Ramsar, principalement en Asie de l'Est mais aussi en Asie du Sud-Est.

Paragraphe 3. Accord d'hébergement

- A. Le pays hôte s'engage et accepte de fournir des dispositions d'hébergement pour le RRC-EA.
- B. Le présent mémorandum d'accord et le fonctionnement du RRC-EA sont régis et administrés en tous points (y compris mais sans s'y limiter le recrutement, le fonctionnement et les questions financières) conformément aux lois applicables du pays hôte. La date prévue pour le début des opérations du RRC-EA est le 1^{er} janvier 2016.
- C. Le pays hôte maintient sa relation avec le RRC-EA conformément à son rôle et à ses responsabilités en tant que membre, à l'instar des autres membres.
- D. Le comité directeur examine les dispositions d'hébergement une fois tous les six ans au moins.

Paragraphe 4. Fonctionnement du RRC-EA

- A. Le RRC-EA exécute ses fonctions conformément au cahier des charges du RRC-EA (Annexe II) afin de remplir les buts et objectifs du RRC-EA et sous la supervision du président conformément aux décisions prises par le comité directeur.
- B. Le directeur exécutif établit une structure d'organisation et un plan de recrutement du personnel conformes au cahier des charges du RRC-EA, dans les limites du budget du RRC-EA et en consultation avec le comité directeur; et il supervise la mise en œuvre de la structure et du plan de recrutement du personnel.
- C. Le directeur exécutif établit un plan de travail et un budget annuels en consultation avec le comité directeur et supervise la mise en œuvre du plan de travail et du budget annuels.
- D. Le président délègue au directeur exécutif les pouvoirs d'exercer les fonctions attachées à son poste et communique avec le président, si nécessaire, sur le fonctionnement du RRC-EA.

Paragraphe 5. Coopération entre le RRC-EA et le Secrétariat Ramsar

- A. Sur demande du RRC-EA, le Secrétariat Ramsar fait tout ce qui est en son pouvoir pour fournir un appui additionnel au RRC-EA, sous réserve des ressources humaines et financières dont le Secrétariat Ramsar dispose.
- B. Le Secrétariat Ramsar et le RRC-EA communiquent régulièrement et chacun veille à ce que la stratégie et les objectifs opérationnels du RRC-EA soient totalement conformes au Plan stratégique de la Convention de Ramsar.
- C. Le RRC-EA fournit un rapport annuel au Secrétariat Ramsar informant le Comité permanent de la Convention de Ramsar et, si nécessaire, la Conférence des Parties à la Convention de Ramsar du fonctionnement du RRC-EA et de son plan pour les années suivantes.
- D. Le RRC-EA informe le Secrétariat Ramsar sur sa structure d'organisation et du personnel. Le RRC-EA partage également avec le Secrétariat Ramsar des informations telles que le cahier des charges, le règlement intérieur et d'autres dispositions écrites sur le fonctionnement du RRC-EA, tous les comptes rendus des réunions du comité directeur et les registres des décisions prises.
- E. La Conférence des Parties à la Convention de Ramsar et son Comité permanent sont informés des activités du RRC-EA par l'intermédiaire du Secrétariat et supervisent les politiques générales du RRC-EA en matière d'application de la Convention.
- F. Tout accord de partenariat avec d'autres organisations internationales, partenaires mondiaux ou Organisations internationales partenaires de la Convention de Ramsar est communiqué au Secrétariat Ramsar.
- G. Le recours aux lignes directrices de la Convention de Ramsar est indiqué au Secrétariat Ramsar.
- H. Les progrès des activités de CESP du RRC-EA sont communiqués au Secrétariat Ramsar pour utilisation par le Comité de surveillance des activités de CESP de la Convention.

- I. Le Secrétariat Ramsar coordonne l'examen du fonctionnement du RRC-EA dans le cadre de la Convention de Ramsar, de façon régulière et conformément aux dispositions approuvées par le Comité permanent. Cet examen garantit que le RRC-EA peut fonctionner dans le cadre des mécanismes, du plan et de l'approche convenus, approuvés par la Convention de Ramsar et fondés sur les décisions de la Conférence des Parties à la Convention de Ramsar.
- J. Le Secrétariat Ramsar aide le RRC-EA, sous réserve des ressources disponibles, à atteindre les objectifs stratégiques par les moyens suivants :
 - a) garantir que l'appui du pays hôte est maintenu;
 - b) élaborer de façon pratique un appui technique et financier pour les pays concernés;
 - c) établir un mécanisme de fonctionnement solide, indépendant et transparent;
 - d) élaborer et promouvoir des programmes d'éducation et de formation au niveau mondial, axés sur les objectifs fondamentaux de la Convention.

Paragraphe 6. Dispositions relatives au personnel

- A. Le directeur exécutif est nommé dans le cadre de la procédure suivante, conformément au cahier des charges du comité directeur du RRC-EA qui figure en Annexe II du présent mémorandum d'accord. Le processus officiel d'engagement du personnel est lancé dès la signature du mémorandum d'accord :
 - a) le président établit un groupe de sélection comprenant le président, trois (3) membres du comité directeur et approuvés par le comité directeur et un (1) représentant du Secrétariat de la Convention de Ramsar;
 - b) le groupe de sélection élabore les descriptions de poste, les qualifications et autre documentation concernant les ressources humaines, en consultation avec le comité directeur;
 - c) le directeur exécutif est recruté par annonce publique, diffusée aussi largement que possible;
 - d) le groupe de sélection établit une liste courte et interroge les candidats puis soumet la candidature qu'il recommande au comité directeur pour examen et approbation finale;
 - e) le pays hôte nomme le candidat choisi au poste de directeur exécutif, en consultation avec le président.
- B. Le pays hôte et (la ville d'accueil) prêtent assistance pour l'obtention des permis nécessaires afin que le directeur exécutif, s'il n'est pas citoyen de la Corée, puisse travailler et résider en République de Corée, et pour l'obtention des permis nécessaires pour que sa famille puisse résider et travailler en République de Corée.
- C. Le directeur exécutif est nommé pour un contrat à durée limitée de cinq ans maximum. À l'échéance, le contrat peut être renouvelé à la discrétion du comité directeur et du pays hôte.

- D. Les membres du personnel, autres que le directeur exécutif, sont choisis par le directeur exécutif et approuvés par le comité directeur. Pour la nomination du personnel du RRC-EA, les normes les plus élevées en matière d'efficacité, d'expérience, de compétence et d'intégrité sont les considérations principales et il est tenu compte de l'égalité des chances en matière d'emploi en ce qui concerne la race et le sexe. Selon la portée des projets, d'autres membres du personnel peuvent être recrutés.
- E. Les Parties contractantes à la Convention de Ramsar de la région peuvent déléguer des membres du personnel auprès du RRC-EA. Le pays hôte établit des accords de délégation de poste conformes au droit coréen et aide à l'obtention des permis de travail et de résidence nécessaires en République de Corée. Toute délégation de poste financée par un donateur est reconnue comme partie de la contribution de ce donateur au RRC-EA.
- F. Le directeur exécutif peut choisir des conseillers et autres membres n'appartenant pas au personnel, pour fournir des services temporaires dans le cadre de l'accord d'hébergement.
- G. Le pays hôte et le comité directeur élaborent des critères et un mécanisme pour l'examen du comportement professionnel du directeur exécutif réalisé à des intervalles de temps spécifiques mais au moins chaque année, conformément aux bonnes pratiques relatives aux ressources humaines. Ce mécanisme est clairement indiqué dans l'offre de poste.
- H. En cas de faute et autres problèmes graves dans le comportement professionnel du directeur exécutif, sa nomination est révoquée par le comité directeur en consultation avec tous les membres et le pays hôte. Les conditions de la résiliation du contrat figurent dans l'offre de poste.

Paragraphe 7. Questions financières

- A. Le pays hôte veille à ce que le RRC-EA dispose d'un compte ou de comptes bancaires séparés, s'il y a lieu, afin de pouvoir recevoir et déboursier des fonds.
- B. Le RRC-EA peut solliciter et recevoir des contributions et d'autres fonds d'organisations nationales ou internationales; ces fonds sont utilisés uniquement aux fins et pour les fonctions du RRC-EA.
- C. Les contributions et autres fonds reçus par le RRC-EA sont conservés et enregistrés dans ce compte ou ces comptes séparés, s'il y a lieu, pour le fonctionnement du RRC-EA et dans l'intérêt des Parties Ramsar que soutient le RRC-EA.
- D. Les allocations accordées sur le compte/les comptes du RRC-EA et les paiements faits par le RRC-EA peuvent être libellés dans n'importe quelle devise. L'unité de compte est le won coréen (KRW). L'équivalent d'autres devises en won coréens est établi sur la base des taux de change du Fonds monétaire international, au moment de la transaction.
- E. Tout intérêt versé dans le compte/les comptes du RRC-EA est utilisé dans l'intérêt des Parties Ramsar que soutient le RRC-EA.
- F. Les coûts de fonctionnement du RRC-EA sont prélevés dans les comptes du RRC-EA, conformément au plan de travail annuel approuvé par le comité directeur. Les états financiers des revenus et des dépenses, précisant l'utilisation des fonds par les sources de financement, dans le respect des lois pertinentes du pays hôte sur la comptabilité et avec

l'aide d'un comptable public certifié, sont fournis au comité directeur, au pays hôte et à la ville d'accueil sur une base annuelle.

- G. Le RRC-EA est soumis à un audit interne et un audit externe. Les rapports d'audit sont adressés au président du comité directeur et mis à la disposition des réunions du comité directeur.

Paragraphe 8. Communication, site web et logo

- A. Le RRC-EA a un logo qui l'identifie auprès de tous les publics. L'emblème du pays hôte peut être utilisé sur la correspondance officielle du RRC-EA, s'il y a lieu. L'emblème d'un donateur peut être utilisé sur la correspondance officielle du RRC-EA lorsque ce donateur parraine une activité du programme. Dans ces circonstances, une phrase telle que « Le RRC-EA remercie [insérer le nom du donateur et son emblème] » est utilisée.
- B. Le RRC-EA maintient un site web actif et régulièrement mis à jour. Une adresse de courriel pour le RRC-EA est établie avec l'appui du pays hôte.
- C. Le RRC-EA communique régulièrement au comité directeur et aux Parties à la Convention de Ramsar que soutient le RRC-EA, les questions relatives à la mise en œuvre du plan de travail approuvé par le comité directeur (y compris mais sans s'y limiter, les publications, les réunions et la diffusion de documents et de produits de promotion, le web ou les nouvelles).

Paragraphe 9. Limite de responsabilité

- A. Le Secrétariat Ramsar n'accepte aucune responsabilité pour des demandes d'indemnisation pour des accidents, maladies, dommages à la personne ou à la propriété issues ou relatives au présent mémorandum d'accord, sauf si ces dommages résultent d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle du Secrétariat Ramsar et/ou de son personnel.
- B. Le RRC-EA et le pays hôte sont responsables des demandes d'indemnisation ou dommages résultant de l'exécution du présent mémorandum d'accord, portés contre le Secrétariat Ramsar par tout acteur dans toute juridiction. Les signataires acceptent de renoncer à toute réclamation contre le Secrétariat Ramsar pour recouvrer des dommages dûment appliqués au RRC-EA ou au pays hôte par un tribunal de la juridiction compétente, sauf en cas de négligence grave ou de faute intentionnelle du Secrétariat Ramsar et/ou de son personnel.

Paragraphe 10. Dispositions finales

- A. Toute notification ou demande requise ou autorisée à donner dans le contexte du présent accord d'hébergement doit se faire par écrit.
- B. Toute divergence d'opinion entre le RRC-EA et les Parties à la Convention de Ramsar que le RRC-EA soutient, issue ou relative au présent accord d'hébergement est résolue par une négociation en bonne foi, en consultation avec le président du comité directeur.

- C. Le RRC-EA et le pays hôte affirment et garantissent au Secrétariat Ramsar que tous les travaux et/ou produits relatifs au présent mémorandum d'accord seront réalisés de façon professionnelle, selon les plus hautes normes.
- D. L'accord d'hébergement entre en vigueur à partir de (date) et reste en vigueur pour cinq (5) années à partir de cette date. L'accord d'hébergement est automatiquement renouvelé pour une autre période de 5 ans à moins que le président, le pays hôte et la ville d'accueil, en consultation avec le comité directeur, ne le résilie par préavis écrit de six mois indiquant que l'accord d'hébergement ne sera pas automatiquement renouvelé. Le renouvellement automatique de l'accord d'hébergement pour des périodes de 5 ans peut varier par décision mutuelle, écrite, entre le pays hôte et le comité directeur.
- E. À expiration du présent accord d'hébergement, tout engagement restant du RRC-EA concernant la nécessité de résilier les contrats du personnel du RRC-EA et de mettre un terme aux activités du RRC-EA est intégralement rempli par le pays hôte, en consultation avec le comité directeur.
- F. En cas de résiliation ou d'expiration du présent accord d'hébergement, les engagements assumés par les membres survivent à cette résiliation ou expiration afin de permettre la conclusion des activités en bonne et due forme, la résiliation des contrats ou le retrait du personnel, le retour de fonds et de biens non engagés, la clôture des comptes et des responsabilités contractuelles nécessaires vis-à-vis du personnel, de sous-contractants, de consultants et de fournisseurs.
- G. Une fois que toutes les obligations encourues par le RRC-EA avant résiliation ou expiration du présent accord d'hébergement ont été liquidées, le comité directeur oriente l'utilisation de tous les fonds restant autres que ceux qui sont fournis par la ville d'accueil, aux fins du RRC-EA.
- H. Le présent accord d'hébergement peut être amendé par écrit, par consentement mutuel entre le pays hôte et le comité directeur. Tout document d'amendement indique de manière expresse qu'il s'agit d'un amendement à l'accord d'hébergement.
- I. Le présent accord d'hébergement comprend des annexes qui lui sont intégrées. L'Annexe I décrit la contribution financière proposée par le pays hôte et la ville d'accueil et l'Annexe II comprend tous les cahiers des charges du RRC-EA.

Paragraphe 11. Autres questions

- A. Le comité directeur du RRC-EA, à l'entrée en vigueur du présent mémorandum d'accord, devient le comité directeur du RRC-EA établi selon le présent mémorandum d'accord. Les travaux du comité directeur existant du RRC-EA gardent leur validité jusqu'à ce que le comité directeur du RRC-EA soit établi conformément au présent mémorandum d'accord.
- B. Les dispositions qui avaient précédemment trait au RRC-EA, le président du comité directeur du RRC-EA et le comité directeur du RRC-EA et qui sont en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du présent mémorandum d'accord sont considérées comme les dispositions relatives au RRC-EA établies selon le présent mémorandum d'accord. Si des différences surgissent en raison de l'interprétation de ces dispositions, le but et les dispositions de ce mémorandum d'accord prévalent.

Le présent mémorandum d'accord prend effet à la date spécifiée au paragraphe 9 (C) et il est signé, en trois originaux, par le Secrétaire général de la Convention de Ramsar, le Ministre en charge du Ministère de l'environnement de la République de Corée et le () de la République de Corée.

Pour la Convention de Ramsar

Par

Christopher Briggs, Secrétaire général de la Convention de Ramsar

Date :

Pour le Ministère de l'environnement

Par

Yoon, Sungkyu, Ministre de l'environnement, République de Corée

Date :

Pour ()

Par

(), République de Corée

Date :

ANNEXE I

Résumé des contributions financières proposées par le pays hôte et la ville d'accueil

- A. La contribution financière est apportée à la fois par le pays hôte et la ville d'accueil, sur une base égale.
- B. Le bureau du RRC-EA est établi à (), République de Corée.
- C. Le pays hôte et la ville d'accueil garantissent que le bureau du RRC-EA remplit de manière adéquate toutes les exigences pour être un bureau pleinement fonctionnel, y compris le matériel de bureau, les outils de communication et un véhicule.
- D. Le pays hôte et la ville d'accueil garantissent qu'une résidence appropriée, d'un minimum de 100m², est fournie et entretenue à proximité du bureau du RRC-EA pour le directeur exécutif, notant que le directeur exécutif est responsable des factures de service de cette résidence.
- E. Autres contributions financières
- Personnel
 - i. 310 millions KRW en appui, chaque année, aux dépenses du personnel.
 - Appui au fonctionnement du RRC-EA
 - i. 180 millions KRW chaque année pour soutenir les frais de fonctionnement du RRC-EA.
 - ii. Les frais de fonctionnement comprennent les dépenses d'organisation des réunions du comité directeur.
 - iii. Tous les frais (estimés à environ 250 millions KRW, y compris la location et les frais d'installation d'origine) de fourniture d'un bureau, sont entièrement à la charge du pays hôte et de la ville d'accueil.
 - Soutien aux activités du RRC-EA
 - i. 340 millions KRW sont fournis chaque année pour soutenir les activités du RRC-EA.
 - ii. Les projets éligibles à des subventions portent sur les sujets suivants :
 - i) Conférence modèle des Parties à la Convention de Ramsar
 - ii) Atelier de formation pour les administrateurs de zones humides (en anglais)
 - iii) Atelier de formation pour les administrateurs de zones humides (en langue locale)
 - iv) Réseau de la Déclaration de Changwon
 - v) 4 projets pour soutenir la conservation des zones humides
 - vi) Projets sur les questions actuelles relatives aux zones humides
 - iii. Ce montant est fourni au RRC-EA au début de chaque année (c.-à-d. avant le 30 janvier) pour faciliter la planification et la mise en œuvre des projets.

Le budget d'appui du pays hôte et de la ville d'accueil (2016~2020) est résumé dans le tableau suivant.

Le budget d'appui annuel total s'élèvera à 1080 millions KRW pour la première année et 830 millions KRW pour les années suivantes, respectivement. Le montant total du budget annuel, y compris la première année, peut varier selon les points qui sont soumis aux fluctuations des prix, comme indiqué ci-dessous, et peut augmenter pour refléter les changements dans le nombre et l'ampleur des projets.

(unité : million KRW)

Description	2016	2017	2018	2019	2020
Personnel	310	310	310	310	310
Directeur exécutif	123	123	123	123	123
Responsable de programme	64	64	64	64	64
Responsable de réseau	53	53	53	53	53
Responsable web	35	35	35	35	35
Responsable administration et finance	35	35	35	35	35
Fonctionnement	180	180	180	180	180
Entretien et fonctionnement du bureau (y compris location d'un véhicule)	50	50	50	50	50
Voyages	30	30	30	30	30
Versement de pensions et frais de résiliation de contrats	30	30	30	30	30
Loyer du bureau	50	50	50	50	50
Frais généraux de gestion (différentes factures de service)	20	20	20	20	20
Projets	340	340	340	340	340
Convention Ramsar modèle pour les jeunes	30	30	30	30	30
Atelier de formation (anglais)	70	70	70	70	70
Atelier de formation (langue locale)	50	50	50	50	50
Réseau Déclaration de Changwon	80	80	80	80	80
4 projets pour soutenir la conservation des zones humides	60	60	60	60	60
Projets sur les questions actuelles relatives aux zones humides - Élaboration de nouveaux projets de résolutions - Élaboration de lignes directrices Ramsar - Élaboration de matériel pédagogique - Participation à des réseaux de zones humides	50	50	50	50	50
Frais d'installation de départ	250	250	250	250	250
Mobilier (bureau, chaise, bibliothèque, etc.)	15	15	15	15	15
Partitions et construction de ligne internet/téléphone	20	20	20	20	20
Équipement (ordinateur, laptop, fax, etc.)	15	15	15	15	15
Dépôt pour le bureau*	100	100	100	100	100
Logement pour le directeur exécutif	100	100	100	100	100
Total	1 080	830	830	830	830

* Un dépôt pour le bureau sera fait la première année et renouvelé en même temps que la location.

ANNEXE II

✂ L'Annexe II contient le cahier des charges du RRC-EA, des dispositions sur le président du comité directeur et relatives au comité directeur du RRC-EA. Ces dispositions ont été approuvées à la réunion du comité directeur en novembre 2014. Toute question qui ne serait pas explicitement énoncée dans le présent mémorandum d'accord est soumise aux dispositions suivantes mais le mémorandum d'accord a préséance sur l'Annexe II. Une fois que le comité directeur du RRC-EA aura révisé et approuvé ces dispositions, si celles-ci sont amendées, les dispositions y relatives dans le mémorandum d'accord seront également amendées.

Cahier des charges du RRC-EA, comité directeur et président du comité directeur

1. Cahier des charges du Centre régional Ramsar – Asie de l'Est

But général

Le Centre régional Ramsar – Asie de l'Est (ci-après dénommé le « Centre ») renforcera la mise en œuvre de la Convention de Ramsar principalement en Asie de l'Est mais aussi en Asie du Sud-Est par des programmes de formation, de financement, d'établissement de réseaux et de sensibilisation du public.

Objectifs

Le Centre œuvre de manière à aider les Parties contractantes de la région à appliquer efficacement la Convention de Ramsar. Les objectifs du RRC-EA sont les suivants :

- renforcer les capacités des acteurs des zones humides;
- accroître la participation à la conservation et à l'utilisation rationnelle des zones humides et la sensibilisation du public aux zones humides;
- renforcer les activités de coopération et de réseau entre les acteurs des zones humides afin d'améliorer le partage d'informations et d'expérience;
- Soutenir les activités de conservation des zones humides sur le plan technique et financier.

Activités

Pour remplir ces objectifs, le Centre :

- coordonne et organise des cours, séminaires, ateliers, conférences, réunions aux niveaux national et régional pour renforcer les capacités des acteurs des zones humides;
- établit et soutient des réseaux d'administrateurs des zones humides, des centres d'accueil des visiteurs dans les zones humides et encourage la coopération et l'amélioration du partage de l'information et de l'expérience;
- conclut des accords de coopération avec des gouvernements, des organisations internationales, des ONG, des universités, des instituts de recherche et des centres d'accueil des visiteurs dans les zones humides, pour créer des synergies en vue de l'application de la Convention de Ramsar;
- publie et diffuse, sur des supports imprimés et électroniques, des versions traduites et simplifiées de matériels d'information importants pour une meilleure compréhension des acteurs des zones humides de la région;
- soutient financièrement les activités de conservation des zones humides dans le cadre du programme du Fonds RRC-EA pour les zones humides.

Gouvernance

Le comité directeur du centre fournit des orientations sur le fonctionnement du Centre, conformément au présent cahier des charges.

Administration

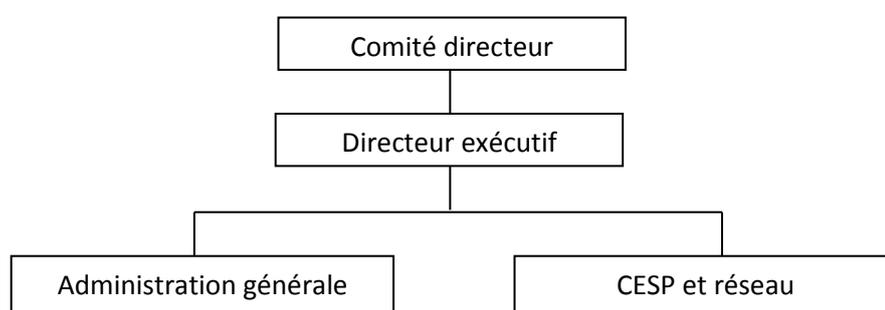
Le Centre est constitué par :

Un comité directeur

Un directeur exécutif

Une équipe de gestion (administration générale et CESP et réseau)

Les organes administratifs du Centre sont constitués par le directeur exécutif et se composent de cadres dûment qualifiés et compétents.



Fonctions du directeur exécutif

Le directeur exécutif est nommé par le comité directeur et fait directement rapport au président du comité directeur. Le directeur exécutif agit en qualité de représentant légal du Centre et a les fonctions suivantes :

- il est responsable du fonctionnement quotidien, sans heurt, du Centre, y compris de l'application de l'accord d'hébergement entre le Centre et le gouvernement hôte;
- il prépare et soumet pour examen par le comité directeur le plan de travail annuel du Centre avec le budget correspondant;
- il veille à la fourniture de rapports détaillés sur les travaux du Centre au comité directeur pour commentaires tous les six mois (en général juin et décembre);
- il représente le Centre, selon les besoins et avec toute capacité juridique requise;
- il planifie, gère, organise, surveille et évalue toutes les activités du Centre et de son personnel;
- il adopte le mécanisme requis pour informer le grand public et les communautés nationale, régionale et internationale sur les activités réalisées;
- il administre le budget du Centre;
- il coopère avec le Secrétariat Ramsar aux activités techniques;
- il prépare et soumet un rapport annuel au Comité permanent Ramsar via le Secrétariat Ramsar, le 1^{er} décembre au plus tard;

- il informe les Autorités administratives des différentes Parties à la Convention de Ramsar de la région sur les programmes et activités réalisés par le Centre, chaque année, ou à la demande des Autorités administratives;
- il collabore avec le comité directeur pour obtenir des fonds pour le fonctionnement et les activités du Centre;
- il remplit toute autre fonction déterminée par le comité directeur.

Accords de financement

- Un budget annuel est attribué de manière à satisfaire aux dépenses du Centre. Le comité directeur décide de l'attribution budgétaire à sa réunion annuelle.
 - * Le budget est attribué par l'acquisition de sommes versées par des gouvernements nationaux et locaux de la République de Corée, en s'appuyant sur l'accord d'hébergement.
- Le Centre fonctionne grâce à l'appui financier généreux du Ministère de l'environnement et de la province de Gyeongnam (République de Corée) depuis sa création en 2009. Grâce à cet appui, le Centre a pu mener à bien ses activités. Il est désormais important de trouver un financement additionnel pour continuer de soutenir tous les aspects de ses travaux. En conséquence, les membres du Centre qui bénéficient des activités du Centre sont priés de :
 - fournir une contribution annuelle (en espèces ou en nature) pour le fonctionnement et les activités du Centre, selon leurs capacités.
 - Le Centre a son propre compte en banque et cherche à recevoir des subventions, des donations, des legs versés par des personnes intéressées ou des entités juridiques, le secteur national ou étranger, public ou privé et des ONG.

Contribution du pays hôte (République de Corée)

Le pays hôte (Ministère de l'environnement, République de Corée et province de Gyeongsangnam) s'engage à contribuer dans toute la mesure du possible au budget du Centre.

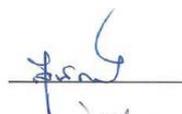
Contribution du Secrétariat Ramsar

Le Secrétariat de la Convention de Ramsar apporte un appui logistique aux travaux du Centre dans le cadre de ses attributions.

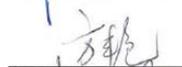
Révision du cahier des charges

Toute modification du cahier des charges doit être approuvée par la majorité des membres du comité directeur à l'occasion des réunions annuelles.

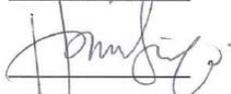
- Dr. Srey Sunleang



- Ms. Fang Yan



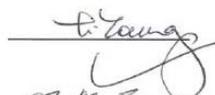
- Mr. Hans Nico Sinaga



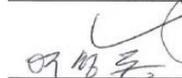
- Ms. Kaori Tsujita



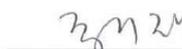
- Dr. Lew Young



- Mr. Sung-Don Park



- Dr. Gea Jae Joo



2. Cahier des charges du président du comité directeur du Centre régional Ramsar – Asie de l’Est

Sélection du président :

Le poste de président est ouvert à toute personne d’un pays membre du Centre régional Ramsar – Asie de l’Est (ci-après dénommé « le Centre »).

La décision du comité directeur (ci-après dénommé « le comité ») concernant la sélection du président du comité directeur du Centre se fait par un vote majoritaire entre les membres du comité.

Le poste de président a une durée de trois ans, correspondant à l’intervalle entre deux sessions de la Conférence des Parties à la Convention de Ramsar et, à la fin de son mandat, il communique toute l’information au président nommé. Dans la mesure du possible, le choix du président se fait sur la base d’une rotation entre les pays membres du comité directeur.

Tâches et responsabilités :

1. Le président supervise le fonctionnement du Centre.
2. Le président est chargé de :
 - a) convoquer et présider la réunion annuelle du comité;
 - b) coordonner et surveiller les activités du comité;
 - c) approuver l’ordre du jour de la réunion annuelle du comité;
 - d) approuver le compte rendu de la réunion pour distribution aux membres du comité;
 - e) le président devrait être disponible pour assister à toutes les réunions du comité mais, si pour une raison imprévue, le président ne peut pas être présent, il nomme un membre du comité qui est chargé de diriger la réunion annuelle du comité;
 - f) superviser la politique sur les questions concernant les ressources humaines du Centre en consultation avec le comité;
 - g) surveiller et conduire une évaluation annuelle du fonctionnement du Centre et du comportement professionnel du directeur exécutif.

- Dr. Srey Sunleang

- Ms. Fang Yan

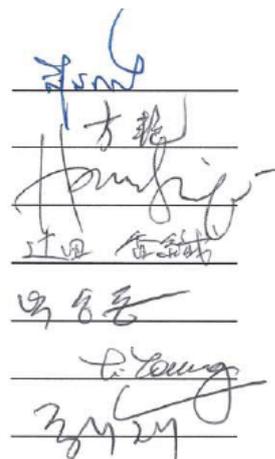
- Mr. Hans Nico Sinaga

- Ms. Kaori Tsujita

- Mr. Sung-Don Park

- Dr. Lew Young

- Dr. Gea Jae Joo



3. Cahier des charges du comité directeur du Centre régional Ramsar – Asie de l’Est

But :

Pour une bonne gouvernance du Centre régional Ramsar – Asie de l’Est (ci-après dénommé « le Centre »), le comité directeur du RRC-EA (ci-après dénommé « le comité ») est établi afin de superviser le fonctionnement du Centre. Le comité agit en capacité consultative par l’intermédiaire du président du comité. Le rôle et la structure du comité assurent la transparence de la gestion du Centre.

Nom du comité :

Le comité porte le nom de comité directeur du Centre régional Ramsar – Asie de l’Est.

Structure du comité :

Le comité, formé des membres suivants, administre le Centre :

- République de Corée en sa qualité de pays hôte
(Correspondant national Ramsar ou son remplaçant dûment sélectionné)
- Chine en tant que représentant de l’Asie de l’Est
(Correspondant national Ramsar ou son remplaçant dûment sélectionné)
- Japon en tant que représentant de l’Asie de l’Est
(Correspondant national Ramsar ou son remplaçant dûment sélectionné)
- Mongolie en tant que représentant de l’Asie de l’Est
(Correspondant national Ramsar ou son remplaçant dûment sélectionné)
- Secrétariat de la Convention de Ramsar (Conseiller régional principal pour l’Asie et l’Océanie)
- Représentants de deux Parties contractantes Ramsar en Asie du Sud-Est
(qui siègent en rotation tous les trois ans pour correspondre avec les périodes de la COP)
- Administration de la ville d’accueil
- Directeur exécutif du RRC-EA (Le poste est pourvu par le directeur honoraire jusqu’à nomination d’un directeur exécutif à plein temps.)

Des membres supplémentaires, ayant des activités dans la région, sont nommés par le comité directeur selon les besoins. Des observateurs sont admis aux réunions du comité si les membres du comité en décident ainsi.

Rôle du comité :

Le rôle du comité, décrit ci-dessous, commence à partir de la date d’adoption du présent document par la réunion du comité directeur.

1. Apporter un appui au président du comité en supervisant et fournissant des orientations au directeur exécutif du Centre. Ce rôle devrait comprendre sans toutefois s’y limiter :
 - Recrutement, nomination du directeur exécutif du Centre (Le processus de recrutement et de nomination du directeur exécutif du Centre est annexé au présent cahier des charges.)
 - Examen du comportement professionnel du directeur exécutif
 - Renouvellement de la nomination et/ou résiliation du contrat du directeur exécutif
 - Conseils sur d’autres questions importantes incombant au directeur exécutif
2. Participation à la réunion annuelle du comité directeur et :

- Examen et approbation de la structure d'organisation et du plan du personnel du Centre, ainsi que du plan de travail et budget annuels, élaborés par le directeur exécutif
 - Examen et approbation du budget annuel et du fonctionnement financier du Centre fourni par le directeur exécutif
 - Examen des rapports annuels et sur le fonctionnement du Centre fournis par le directeur exécutif
3. Examen et approbation des candidatures au Fonds RRC-EA pour les zones humides
 4. Examen et approbation des dispositions d'hébergement entre le Centre et le gouvernement hôte, tous les six ans au moins
 5. Fourniture d'avis au directeur exécutif sur toute autre question importante relative au fonctionnement du Centre, en tant que représentant des Parties contractantes Ramsar en Asie de l'Est et du Sud-Est.

Fonctionnement du comité

1. Le comité prend et communique des décisions lors de réunions et par courriels.
2. Le comité se réunit au quatrième trimestre de chaque année. Les dates de la réunion sont annoncées trois à six mois à l'avance et les documents de la réunion sont distribués trois semaines au moins à l'avance.
3. Aux réunions annuelles du comité, les décisions sont généralement prises par consensus. Si un vote est requis, c'est la majorité simple qui prévaut et s'il y a ballottage, le président a une voix prépondérante.
4. Lorsque le directeur exécutif a besoin d'un avis du comité en réponse à un courriel, l'opinion majoritaire est acceptée par le directeur exécutif. Si le nombre d'opinions opposées entraîne un ballottage, le vote du directeur exécutif est prépondérant.
5. La période minimum de notification par le président ou le directeur exécutif, aux membres du comité, sur une décision qui doit être prise par courriel, est de 14 journées consécutives.
6. Le nombre minimum de répondants sur une question pour laquelle une décision doit être prise par courriel équivaut à au moins la moitié des membres. Le mieux serait d'inclure le président mais si le président n'a pas fourni d'opinion, le président est notifié à nouveau et 48 heures supplémentaires lui sont accordées pour répondre.

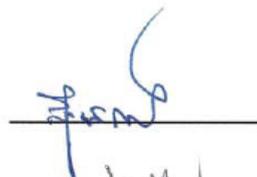
Examen de ce cahier des charges :

Le présent cahier des charges devrait être revu par les membres du comité directeur une fois au moins tous les trois ans. Tout changement doit être approuvé par le comité directeur.

Annexe 1. Recrutement et nomination du directeur exécutif du Centre régional Ramsar – Asie de l’Est

1. Le recrutement et le processus de sélection du directeur exécutif du Centre sont gérés par le président du comité directeur du Centre, en coordination avec le comité directeur, selon la procédure suivante :
 - a) le président forme un comité de cinq (5) personnes, composé du président, de trois (3) membres issus du comité directeur et approuvés par lui, et du représentant du Secrétariat de la Convention de Ramsar;
 - b) le groupe de sélection collabore avec le comité directeur pour finaliser la description de poste et le profil de recrutement;
 - c) le directeur exécutif est recruté par annonce publique diffusée aussi largement que possible;
 - d) le groupe de sélection établit une liste courte et interroge les candidats puis soumet le nom du candidat recommandé au comité directeur pour examen et approbation finale;
 - e) le directeur exécutif est nommé conformément au droit de la République de Corée.

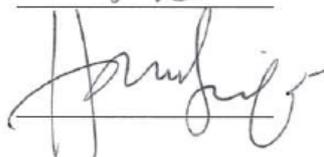
- Dr. Srey Sunleang



- Ms. Fang Yan



- Mr. Hans Nico Sinaga



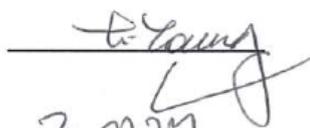
- Ms. Kaori Tsujita



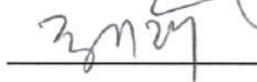
- Mr. Sung-Don Park



- Dr. Lew Young



- Dr. Gea Jae Joo



Annexe 6

Projet de cahier des charges pour la collaboration entre la Convention de Ramsar sur les zones humides et Shell

Restauration des zones humides pour le piégeage et le stockage du carbone



Plantation de mangroves dans le projet de restauration des Sundarbans du Fonds Livelihoods. Crédit photo : Fonds Livelihoods.

Durée : Janvier – décembre 2016

Description : Partenariat entre Shell et la Convention de Ramsar sur les zones humides en vue d'explorer et d'élaborer l'argument commercial, les coavantages et les possibilités d'utiliser la restauration des zones humides pour le piégeage et le stockage du carbone.

Résumé : Un partenariat entre Shell et la Convention de Ramsar sur les zones humides, axé sur la restauration des zones humides pour le piégeage et le stockage du carbone, peut surpasser l'efficacité des programmes actuels de compensation du carbone parce qu'il pourrait :

- Capitaliser sur des écosystèmes de zones humides riches en carbone qui jouent un rôle d'importance critique pour l'eau propre et les moyens d'existence des populations.
- S'appuyer sur le vaste réseau de partenaires de Ramsar, y compris les Organisations internationales partenaires ayant une grande expérience de la restauration et les 169 pays signataires de la Convention.
- Utiliser le vaste réseau Ramsar de zones humides d'importance internationale, offrant la possibilité de restaurer des aires protégées existantes et d'assurer la sécurité à long terme de l'investissement carbone.

Contexte : Entreprise du domaine pétrolier, du gaz naturel et des produits du pétrole, Shell sait que son avenir est lié aux émissions de carbone. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a énoncé un budget carbone estimant la quantité de dioxyde de carbone que le monde peut émettre tout en limitant l'élévation des températures mondiales à 2°C. Ce budget indique que nous avons déjà brûlé et libéré 52% du milliard de tonnes du budget carbone (1000 PgC) et, pour rester dans les limites de ce budget, il faudra que les émissions de carbone marquent un palier en 2020 puis entament une réduction spectaculaire à partir de là (GIEC, 2013). Les pays s'engageant de plus en plus à freiner les émissions de carbone, il est aussi de plus en plus nécessaire de découpler la production d'énergie et les émissions de carbone.

Signée à Ramsar, Iran (1971), la Convention sur les zones humides est un traité intergouvernemental qui rassemble 169 gouvernements ayant pris l'engagement commun d'utiliser de façon rationnelle tous les écosystèmes d'eau douce, d'eau saumâtre et d'eau salée, intérieurs et côtiers, connus sous le nom de « zones humides ». Dans le cadre de cet engagement, 2187 « Sites » Ramsar ont été inscrits et constituent l'un des plus grands réseaux mondiaux d'aires protégées, avec une superficie qui équivaut environ à celle du Mexique. Les zones humides sont parmi les types d'écosystèmes les plus dégradés et depuis 1900, 64 à 71% des zones humides de la planète ont disparu (Davidson, 2014). En conséquence, les services que fournissent les zones humides (Suding, 2011), y compris l'eau et les fonctions naturelles de piégeage et de stockage du carbone, font face à une demande qui ne cesse d'augmenter. Le travail de la Convention de Ramsar en matière de restauration des zones humides offre une opportunité à Shell.

Les technologies artificielles de piégeage et de stockage du carbone (PSC) ont la capacité de tamponner les émissions de carbone issues de quelques grandes centrales électriques utilisant des combustibles fossiles et autres sources ponctuelles. Cependant, l'application de ces technologies est entourée de complications et d'incertitudes. Certains dénoncent l'incertitude du stockage souterrain à long terme, sont préoccupés par le coût et les complications associées au transport du carbone vers des sites de stockage appropriés, l'entretien et le suivi à long terme des sites de stockage et les fuites potentielles avec le temps ou résultant de séismes et de l'activité géologique (Fountain, 2015). En outre, les technologies artificielles de PSC consomment plus d'énergie : elles sont donc plus coûteuses et entraînent une extraction accrue des ressources (GIEC, 2005). On ignore encore si les technologies de PSC seront un jour économiquement viables à grande échelle.

Des zones humides restaurées peuvent piéger et stocker naturellement le carbone, complétant ainsi le potentiel démontré par les technologies artificielles de PSC. Les zones humides ont l'un des taux de piégeage du carbone les plus élevés parce que les plantes des zones humides, tels les palétuviers, poussent vite et sont productives. Les marais côtiers et les mangroves capturent en moyenne entre 6 et 8 tonnes de CO₂ par hectare et par an (Murray, *et al.* 2010), ce qui est 2 à 4 fois plus élevé que le taux observé dans les forêts tropicales adultes. Les zones humides ont aussi la capacité de stocker de plus grandes quantités de carbone parce qu'elles emmagasinent le bois mort et la matière végétale dans le sol et que les conditions détrempées empêchent la décomposition et la libération du CO₂. Ainsi, les tourbières couvrent 3% de la superficie de la Terre, mais contiennent environ 30% de tout le carbone terrestre, équivalant à 75% du carbone atmosphérique et à deux fois le stock de carbone de la biomasse forestière mondiale (Parish, *et al.* 2008). Des tourbières mal gérées ou dégradées libèrent de grandes quantités de carbone mais des tourbières bien gérées et restaurées sont des puits de carbone extrêmement efficaces. Par exemple, remplacer les plantations de palmiers à huile et d'acacias d'Asie du Sud-Est par des cultures en zones humides, plus sensibles du point de vue environnemental, pourrait diminuer les émissions de CO₂ de 500 mégatonnes, l'équivalent de 1 à 2% des émissions mondiales annuelles (Nelson, 2015).

En outre, les zones humides jouent un rôle critique dans le cycle de l'eau et sont parmi les milieux les plus productifs du monde, créant la diversité biologique et fournissant de l'eau et des produits dont dépendent d'innombrables espèces et êtres humains. Les zones humides d'amont assurent la première filtration et atténuent le débit après les précipitations tandis que les plaines d'inondation, en aval, jouent un rôle d'importance critique en apportant les eaux de crues. Les zones humides sont indispensables pour les « services écosystémiques » qu'elles offrent, notamment l'approvisionnement en eau potable et l'épuration de l'eau contaminée, des aliments et du matériel de construction, la maîtrise des crues et l'atténuation des risques de catastrophe (TEEB, 2013; WWAP, 2015).



On peut donc dire que la restauration des zones humides offre la possibilité d'atténuer les émissions de carbone, d'améliorer les moyens d'existence des populations, d'augmenter le nombre d'emplois et d'améliorer l'environnement, une opportunité majeure tant pour le secteur public que privé. La restauration des zones humides pour le piégeage et le stockage du carbone peut être plus rentable que les technologies artificielles de PSC et renforce, en outre, l'acceptabilité des activités d'une entreprise aux yeux du public. Certaines initiatives encourageantes cherchent à saisir cette opportunité. Par exemple, le Fonds Livelihoods est un fonds d'investissement créé par plusieurs

grandes multinationales en partenariat avec la Convention de Ramsar et l'UICN afin de compenser leurs émissions de carbone. Le Fonds a déjà investi plus de

50 millions USD en restauration des zones humides, reboisement et projets d'énergie ruraux qui profitent également aux moyens d'existence des populations. Les projets sont assez vastes pour obtenir des retours d'investissement excellents en matière de piégeage du carbone; au Sénégal plus de 10 000 hectares de mangroves côtières ont été replantés dans le plus grand projet de restauration de mangroves du monde. Les projets devraient générer des crédits carbone équivalant à 8 millions de tonnes de CO₂ dans les 20 prochaines années (Livelihoods, 2015).

Une bonne raison de construire des partenariats axés sur la restauration des zones humides – par la fourniture d'un appui financier, scientifique et technique approprié – est incarnée par la Convention de Ramsar. La restauration des zones humides est depuis longtemps un principe essentiel de la Convention de Ramsar, intégré dans la mission du 4^e Plan stratégique Ramsar :

Mission: *La conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides par des actions locales et nationales et par la coopération internationale, en tant que contribution à la réalisation du développement durable dans le monde entier.*

Pour accomplir cette Mission, il est essentiel que les fonctions et services écosystémiques vitaux que les zones humides fournissent aux populations et à la nature soient totalement reconnus, maintenus, restaurés et utilisés de façon rationnelle.

Vision pour le 4^e Plan stratégique : *Les zones humides sont conservées, utilisées de façon rationnelle et leurs avantages sont reconnus et appréciés de tous.*

3^e But du 4^e Plan stratégique, Utiliser toutes les zones humides de façon rationnelle, Objectif 12 : *Les zones humides dégradées sont en cours de restauration, la priorité étant donnée aux zones humides importantes pour la conservation de la biodiversité, la prévention des risques de catastrophes, les moyens d'existence et/ou l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements.*



Ramsar a réaffirmé le rôle que jouent les zones humides pour l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements dans la Résolution XII.13 – Les zones humides et la prévention des risques de catastrophe, la Résolution XII.11 – Les tourbières, les changements climatiques et l'utilisation rationnelle, et la Résolution X.24, Les changements climatiques et les zones humides. Par ailleurs, la restauration des zones humides peut ouvrir la voie vers des politiques et actions d'envergure mondiale comme le Défi de Bonn, les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité de la Convention sur la diversité biologique, la neutralité dans la dégradation des terres de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et l'Agenda 2030 pour le développement durable récemment adopté par les Nations Unies.

Les Organisations internationales partenaires de Ramsar, Birdlife International, IWMI, UICN, Wetlands International, Wildfowl and Wetlands Trust et le WWF ont une expérience de terrain considérable en matière d'administration de projets de restauration et certaines de ces organisations ont déjà noué des relations avec Shell. Collaborer avec la Convention de Ramsar offre l'occasion d'élargir l'application à ces partenariats tout en établissant le lien avec les 169 pays signataires de la Convention et de tirer profit d'autres éléments du réseau Ramsar. En outre, le vaste réseau Ramsar de zones humides d'importance internationale offre l'occasion d'axer la restauration sur des aires protégées existantes, dotées d'une structure de gestion et d'un profil international pouvant aider à leur protection à long terme et, en conséquence, assurer la sécurité de l'investissement carbone.

Ramsar a fait des partenariats avec le secteur privé un but stratégique dans l'Objectif 3 du 4^e Plan stratégique : « Les secteurs public et privé ont redoublé d'efforts pour appliquer des directives et bonnes pratiques d'utilisation rationnelle de l'eau et des zones humides. » En outre, Ramsar a fixé des « Principes pour les partenariats entre la Convention de Ramsar et le secteur privé » dans la Résolution X.12, qui établit les lignes directrices et critères pour les partenariats entre Ramsar et le secteur privé et souligne le rôle que le secteur privé joue en améliorant la gestion des ressources d'eau et en réduisant le risque d'une gestion non durable de l'environnement. Si l'on tient compte de ces principes, le Comité exécutif Ramsar pourrait envisager une proposition de partenariat officielle entre Shell et Ramsar pour explorer l'économie, les coavantages pour l'environnement et les moyens d'existence des populations et les possibilités d'utiliser la restauration des zones humides pour le piégeage et le stockage du carbone.

Objectifs :

- Évaluer l'économie et la valeur économique de la restauration des zones humides pour le piégeage et le stockage du carbone. Cela suppose :
 - Coût et retour d'investissement carbone de la restauration des zones humides pour le piégeage et le stockage du carbone par rapport aux technologies artificielles de PSC.
 - Avantages de la restauration des zones humides en matière de services écosystémiques et pour la biodiversité.
 - Avantages de la restauration des zones humides pour l'amélioration des moyens d'existence.
- Collaborer avec les organes, processus et partenaires de la Convention de Ramsar pour explorer la possibilité de renforcer la restauration des zones humides dans le cadre d'investissements publics et privés dans la restauration de Sites Ramsar inscrits comme méthode visant à garantir leur conservation à long terme.
- Proposition pour un partenariat élargi entre le secteur public et le secteur privé qui pourrait porter la restauration des zones humides pour le piégeage et le stockage du carbone à l'échelon mondial (« Phase 2 »).

Principaux produits :

- **Un rapport écrit sur l'économie et la valeur économique de la restauration des zones humides pour le piégeage et le stockage du carbone**
 - Un rapport écrit, avec un résumé exécutif, présentant la justification économique de la restauration des zones humides pour le piégeage et le stockage du carbone.
 - Un consultant qualifié rédigera le rapport dont le texte final et la présentation seront produits en coopération avec le Secrétariat Ramsar. Le cahier des charges de ce consultant sera élaboré en coopération avec Shell. Ramsar envisagerait des organisations telles que Grantham Institute ou Forest Trend's Ecosystem Marketplace comme candidats qualifiés.
 - L'examen par des pairs sera encouragé.
 - Le rapport :
 - Examinera les études de cas sur la restauration et la littérature scientifique pour déterminer la gamme des coûts de la restauration des zones humides et les taux de piégeage du carbone des zones

humides. Cet examen devrait orienter les moyens d'identifier des opportunités à faible coût et à impact élevé.

-Les coûts de restauration et les taux de piégeage du carbone doivent être comparés avec les technologies artificielles de PSC.

L'étude devra aussi inclure une analyse indépendante des technologies artificielles de PSC ainsi qu'un contenu sur les coûts des technologies artificielles de PSC et l'efficacité qui sera fourni par Shell d'après sa propre analyse. L'étude devrait envisager les changements dans les coûts et avantages avec le temps.

-Examinera les avantages connus de la restauration des zones humides pour les services écosystémiques et la biodiversité, y compris l'épuration et la régulation de l'eau, la maîtrise des eaux de pluie et des crues, l'habitat des espèces sauvages, la prévention des sécheresses, la recharge des eaux souterraines, etc. Le cas échéant, des études de cas et des études d'évaluation économique seront utilisées pour ces services écosystémiques.

-Examinera les avantages pour les moyens d'existence de la restauration des zones humides, y compris du point de vue de la sécurité alimentaire, de la qualité et de la régulation de l'eau, de la création d'emplois, de la prévention de risques de catastrophe, des activités récréatives et de tourisme, etc. Le cas échéant, des études de cas et des études d'évaluation économique disponibles sur ces services seront utilisées et examinées.

-Comprendra des considérations sur les ateliers et exercices de cartographie décrits ci-dessous.

➤ **Ateliers et engagement direct avec les organes, processus et partenaires de la Convention de Ramsar pour examiner la possibilité d'accélérer la restauration des zones humides**

- Un atelier de cartographie en coopération avec les partenaires Ramsar (y compris les Organisations internationales partenaires, l'Agence d'exploration aérospatiale japonaise, Mangrove Watch, etc.) pour déterminer les sites propices à la restauration.
- Un atelier sur le financement peut être organisé pour évaluer les possibilités d'accroître les investissements à travers les secteurs.
- Une étude sur les Organisations internationales partenaires de Ramsar pour examiner leur capacité/volonté d'appliquer des projets de restauration des zones humides pour le piégeage et le stockage du carbone et d'identifier d'éventuels sites à restaurer.
- Les possibilités offertes par la suppression de Sites Ramsar du Registre de Montreux (zones humides d'importance internationale menacées) et par la résolution des cas relevant de l'article 3.2 seront aussi examinées pour leur potentiel de restauration des zones humides pour le piégeage et le stockage du carbone. Des possibilités de sollicitation d'information auprès des Parties contractantes à la Convention de Ramsar concernant le potentiel de restauration des zones humides pour le piégeage et le stockage du carbone d'autres Sites Ramsar seront évaluées.
- Des structures possibles pour garantir la protection à long terme des sites restaurés via la Convention de Ramsar seront évaluées.

- La possibilité d'utiliser le Fonds Ramsar de petites subventions pour faciliter la restauration des zones humides pour le piégeage et le stockage du carbone sera évaluée.
- **Proposition en vue d'élargir le partenariat entre le secteur public et le secteur privé pouvant porter la restauration des zones humides pour le piégeage et le stockage du carbone à l'échelon mondial (« Phase 2 »)**
- Une proposition détaillée sur les moyens d'accélérer la restauration des zones humides pour le piégeage et le stockage du carbone sera compilée sur la base des actions qui précèdent. La proposition soulignera clairement la portée et l'ampleur du potentiel de restauration, l'économie, la capacité de piégeage du carbone, les avantages environnementaux, les considérations sociales ainsi que les étapes nécessaires pour parvenir à la restauration, comme le budget, l'emplacement et la taille du site, l'engagement du secteur public et du secteur privé, etc.
 - La proposition complète sera présentée dans un format convenant à Ramsar et à Shell et pourrait inclure un atelier conjoint de présentation aux décideurs de Shell et de Ramsar.

Budget estimé et calendrier :

Action	Budget (USD)	2016											
		D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N
Évaluer l'économie et la valeur économique de la restauration des zones humides pour le piégeage et le stockage du carbone	--												
Un consultant rédige un rapport sur l'économie et la valeur économique de la restauration des zones humides	25,000												
Engagement d'un expert et examen par des pairs	3,000												
Diffusion du rapport	5,000												
Engagement avec les organes, processus et partenaires de la Convention de Ramsar pour examiner la possibilité d'accélérer la restauration des zones humides	--												
Atelier de cartographie	20,000												
Atelier de financement	7,000												
Engagement des Organisations internationales partenaires de Ramsar	500												
Examen du potentiel de restauration des Sites Ramsar existants	2,000												
Examen des possibilités de protection à long terme	500												
Examen du Fonds Ramsar de petites subventions	500												
Proposition pour la phase 2	4,000												
Coûts administratifs (10%)	7,500												
Total	75,000												

Littérature citée :

Davidson, Nick C. 2014. *How much wetland has the world lost? Long-term and recent trends in global wetland area*. Marine and Freshwater Research. 65(10) p.934-941.

Fountain, H. 2015. *Turning Carbon dioxide into Rock, and Burying It*. New York Times Science. http://www.nytimes.com/2015/02/10/science/burying-a-mountain-of-co2.html?_r=0

- IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change). 2013. Fifth Assessment Report.
<http://www.ipcc.ch/report/ar5/wg1/>.
- IPCC, 2005. *Special report on Carbon Dioxide Capture and Storage*. Prepared by working group III of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Metz, B., O. Davidson, H. C. de Coninck, M. Loos, and L.A. Meyer (eds.). Cambridge University Press, Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA, 442 pp.
- Livelihoods. 2015. <http://www.livelihoods.eu/>
- Murray, B.C., Jenkins W.A., Sifleet, S., Pendleton, L., Baldera, A. 2010. *Payment for Blue Carbon. Potential for protecting threatened coastal habitats*. NI PB 10-05.
<https://nicholasinstitute.duke.edu/sites/default/files/publications/blue-carbon-paper.pdf>
- Nelson, Aarthur. 2015. Swamp Power: how the world's wetland can help stop climate change. The Guardian.
<http://www.theguardian.com/environment/2015/jul/20/swamp-power-how-the-worlds-wetlands-can-help-stop-climate-change>.
- Suding, Katharine N. 2011. *Toward an Era of Restoration: Successes, Failures, and Opportunities Ahead*. Annu. Rev. Ecol. Evol. Syst. 42:465–87.
- TEEB. 2013. The Economics of Ecosystem and Biodiversity for Water and Wetlands. Institute for European Environmental Policy (IEEP) & Ramsar Secretariat.
http://www.ramsar.org/sites/default/files/documents/library/teeb_waterwetlands_report_2013.pdf
- WWAP (United Nations World Water Assessment Programme). 2015. The United Nations World Water Development Report 2015: Water for a Sustainable World. Paris, UNESCO.
